

## RECHT EN TECHNOLOGIE/DROIT DE TECHNOLOGIE

---

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE (PRÉSIDENT) DE BRUXELLES**  
**13 FÉVRIER 2007**


---

**DROITS INTELLECTUELS**

**Droit d'auteur – Bases de données – Protection – Responsabilité moteur de recherche Internet – Hyperliens profonds – Fonction cache – Limites aux droits de reproduction et de communication au public**

*L'activité de copier et/ou de faire des résumés automatiques d'articles de presse publiés sur différents sites web de journaux, vers et/ou sur un autre site web sous la forme d'hyperliens profonds, et l'utilisation d'une fonction cache dans les résultats de recherche d'un moteur de recherche Internet, violent la loi sur le droit d'auteur.*

**INTELLECTUELE RECHTEN**

**Auteursrechten – Databanken – Bescherming – Aansprakelijkheid Internet-zoekmotor – Deep links – Cache functie – Beperkingen op reproductie- en publiek mededelingsrecht**

*Het kopiëren en/of automatisch samenvatten van persartikelen, gepubliceerd op verschillende krantenwebsites, naar en/of op een andere website onder de vorm van deep links, en het gebruik van een cache functie in de zoekresultaten van een Internet-zoekmotor, schenden de auteurswet.*

*Google Inc./SCRL Copiepresse  
 SCRL SOFAM/Google Inc.  
 SAJ, SCAM et Assucopie/Google Inc.  
 SA Pressbanking/Google Inc.  
 Siég.: Magerman (juge)*

*Pl.: Mes E. Valgaeren, A. Stevenart et B. Magrez et Carneroli, A. Berenboom et C. Doutrelepont*

(...)

En cette cause, il est conclu et plaidé en français à l'audience publique du 24 novembre 2006;

Après délibéré le président du tribunal de première instance rend l'ordonnance suivante:

Vu:

- l'ordonnance en référé rendue le 22 septembre 2006, ainsi que les antécédents de la procédure qui y sont visés;
- la requête en intervention volontaire de la SOFAM déposée au greffe le 6 octobre 2006;
- la requête en intervention volontaire de la SAJ, de la SCAM et de la SCRL "Assucopie" déposée au greffe le 10 octobre 2006;
- la requête en intervention volontaire de la société anonyme Pressbanking déposée le 17 novembre 2006;
- les conclusions de la partie Google Inc. déposées au greffe le 30 octobre 2006 et ses conclusions additionnelles et de synthèse y déposées le 22 novembre 2006;
- les conclusions de la SCRL Copiepresse déposées au greffe le 9 octobre 2006 et ses conclusions additionnelles et de synthèse y déposées le 14 novembre 2006;
- les conclusions de la SAJ déposées au greffe les 13 novembre 2006, 14 novembre 2006 et 24 novembre 2006;
- les conclusions de la SOFAM déposées au greffe le 6 octobre 2006, ses conclusions additionnelles et de syn-

thèse y déposées le 13 novembre 2006 et ses conclusions de désistement d'instance déposées à l'audience du 24 novembre 2006;

– les conclusions de désistement d'instance de la SCAM déposées à l'audience du 24 novembre 2006;

Entendu en leurs plaidoiries les conseils des parties.

**Antécédents**

La **demande originaire** mue par la société Copiepresse et introduite par citation du 3 août 2006 selon les formes du référé par application des articles 587, 7° du Code judiciaire et 87 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins tendait à entendre:

- constater que les activités de Google News et l'utilisation du "cache" de Google violent notamment les lois relatives aux droits d'auteur et aux droits voisins (1994) et sur les bases de données (1998);
- condamner la société Google à retirer de tous ses sites (Google News et "cache" Google sous quelque dénomination que ce soit), tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne, francophone et germanophone représentés par la société Copiepresse à dater de la signification de l'ordonnance sous peine d'une astreinte de € 2.000.000 par jour de retard;
- condamner, en outre, la société Google à publier, de manière visible, claire et sans commentaire de sa part sur la

homepage de "google.be" et de "news.google.be" pendant une durée ininterrompue de 20 jours l'intégralité du jugement à intervenir à dater de la signification de l'ordonnance sous peine d'une astreinte de € 2.000.000 par jour de retard.

Par **ordonnance du 5 septembre 2006**, prononcée par défaut à l'égard de la société Google, le juge des référés a déclaré la demande recevable et fondée sous réserve d'aménagements quant aux modalités des mesures à ordonner; que la société Google a ainsi été condamnée à:

– retirer de tous ses sites (Google News et "cache" Google sous quelque dénomination que ce soit), tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne, francophone et germanophone représentés par la société Copiepresse dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance sous peine d'une astreinte de € 1.000.000 par jour de retard;

– publier, de manière visible, claire et sans commentaire de sa part sur la homepage de "google.be" et de "news.google.be" pendant une durée ininterrompue de 5 jours l'intégralité du jugement à intervenir dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance sous peine d'une astreinte de € 500.000 par jour de retard.

Cette ordonnance a été signifiée à la société Google en date du 8 septembre 2006.

Par citation du 19 septembre 2006, la société Google a fait **opposition** à l'ordonnance prononcée le 5 septembre 2006, sollicitant:

– *À titre principal*, d'entendre:

\* rétracter le jugement dont opposition en toutes ses dispositions;

\* déclarer la demande originaire non fondée et en débouter la demanderesse;

– *À titre subsidiaire*, d'entendre:

\* réformer l'ordonnance dont opposition en ce qu'elle condamne Google à publier sur la homepage de "google.be" et de "news.google.be" pendant une durée ininterrompue de 5 jours l'intégralité du jugement à intervenir dans les 10 jours de la signification de l'ordonnance à intervenir sous peine d'une astreinte de € 500.000 par jour de retard;

\* dire pour droit que cette publication n'a pas lieu d'être;

\* à titre infiniment subsidiaire, modifier les modalités de la publication en limitant à la publication de l'intégralité de la décision sur les pages de résultat que Google ne peut plus afficher en exécution de l'obligation de retirer de tous ses sites (Google News et "cache" Google sous quelque dénomination que ce soit) tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone représentés par Copiepresse et dire pour droit que cette publication ne devra intervenir que dans 30 jours à dater du jour où la décision sera coulée en force de chose jugée;

– *Dès l'audience d'introduction*, le cas échéant par application des articles 19 alinéa 2 du Code judiciaire et/ou 735 du

Code judiciaire, suspendre l'exécution de l'injonction de la publication jusqu'à ce qu'une décision soit rendue contra-dictoirement et soit coulée en force de chose jugée.

Par **ordonnance prononcée le 22 septembre 2006**, le juge des référés a dit qu'il n'y avait pas lieu de faire droit à la demande de la société Google tendant à voir suspendre l'exécution de l'injonction de publication et a réservé à statuer sur le surplus.

### Interventions volontaires

Par **requête en intervention volontaire déposée le 6 octobre 2006**, la SCRL Société Multimédia des Auteurs et Arts Visuels (SOFAM) a sollicité d'être reçue comme partie intervenante volontaire dans l'instance existante entre la SCRL Copiepresse et la société Google aux fins de:

(...)

Par **requête en intervention volontaire déposée le 10 octobre 2006**, les sociétés "Société de droit d'auteur des journalistes" (SAJ), "Société civile des Auteurs Multimédias" (SCAM) et "Assucopie" ont sollicité d'être reçues comme parties intervenantes volontaires dans l'instance existante entre la SCRL Copiepresse et la société Google et ont sollicité d'entendre:

– constater que Google ne peut se prévaloir d'aucune exception prévue par les lois relatives au droit d'auteur (1994) et aux droits voisins (1998);

– constater que les activités de Google News et l'utilisation du "cache" de Google violent notamment les lois relatives au droit d'auteur (1994) et aux droits voisins (1998);

– condamner Google à retirer de tous ses sites (notamment Google News et "cache" Google sous quelque dénomination que ce soit) tous les articles, photographies et représentations graphiques des intervenantes volontaires à dater de la signification de l'ordonnance, sous peine d'une astreinte d'un million d'euros par jour de retard;

– condamner, en outre, Google, à publier de manière visible claire et sans commentaire de sa part sur la homepage de Google et de news.google pendant une durée ininterrompue de 20 jours l'intégralité du jugement à intervenir à dater de la signification de l'ordonnance sous peine d'une astreinte de € 500.000 par jour de retard.

Par **requête en intervention volontaire déposée le 17 novembre 2004**, la SA Pressbanking sollicite d'entendre déclarer son intervention volontaire recevable et fondée et, par voie de conséquence d'entendre:

(...)

### Demandes actualisées de Google et Copiepresse

Aux termes de ses conclusions déposées le 22 novembre 2006, la société Google a modifié sa demande et sollicite actuellement:

– *En ce qui concerne la demande de la société Copiepresse, d’entendre:*

\* en ordre principal, déclarer la demande originaire non recevable ou à tout le moins non fondée, en débouter la société Copiepresse;

\* en ordre subsidiaire:

– limiter l’ordre de cessation à l’obligation pour Google de retirer du moteur de recherche du site [www.google.be](http://www.google.be) les seuls liens en cache visible (hyperlien accessible par la mention “en cache”) aux pages des éditeurs de journaux membres de Copiepresse que le jugement identifiera précisément par leur nom et les sites sur lesquels ils sont accessibles, ainsi que le cas échéant, à l’obligation pour Google de retirer du site [news.google.be](http://news.google.be) les titres et extraits d’articles de presse des éditeurs de journaux membres de Copiepresse que le jugement identifiera précisément par leur nom et les sites sur lesquels ils sont accessibles;

– constater au surplus que la mesure de publication ordonnée par le jugement dont opposition n’a plus de d’objet, ladite publication ayant été faite;

– rejeter comme non recevables ou non fondées toutes autres demandes de Copiepresse;

– *En ce qui concerne les demandes des intervenantes volontaires:*

À titre principal: déclarer leurs demandes non recevables et, à tout le moins non fondées;

À titre subsidiaire: limiter le ou les éventuels ordres de cessation à l’obligation pour Google de retirer du moteur de recherche du site [www.google.be](http://www.google.be) les seuls liens en cache visible (hyperlien accessible par la mention “en cache”) aux pages ou documents des auteurs dont les demandeurs en interventions volontaires justifieront qu’elles détiennent les droits ou qu’elles ont qualité pour agir en cessation d’une atteinte à ces droits et que le jugement à intervenir identifiera explicitement.

Par conclusions déposées les 9 octobre et 14 novembre 2006, la société Copiepresse sollicite la confirmation de la décision dont opposition et forme, par ailleurs, une demande reconventionnelle tendant à entendre condamner Google à publier de manière visible, claire et sans commentaire en haut (soit avant la fenêtre d’interrogation) de toutes les “homepages” de tous les sites francophones de Google et Google News pendant une durée ininterrompue de 20 jours l’intégralité de l’ordonnance à intervenir et ce, dans les 10 jours de la signification de ladite ordonnance, sous peine d’une astreinte de 2 millions d’euros par jour de retard.

### Situation du litige

Copiepresse est la société de gestion des droits des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone autorisée par les arrêtés ministériels des 14 février 2000 et 20 juin 2003 à exercer ses activités sur le territoire national.

Elle a pour objet la défense des droits d’auteur de ses membres (droits propres aux éditeurs et droits acquis auprès des journalistes) et le contrôle de l’usage par des tiers des œuvres protégées de ses membres.

Les parties intervenantes volontaires, à l’exception de la SA Pressbanking, sont également des sociétés de gestion des droits d’auteurs reconnues par arrêtés ministériels, regroupant, pour la SOFAM essentiellement des photographes et artistes plasticiens, pour la SAJ, des journalistes, pour Assu-copie, des auteurs scolaires, scientifiques et universitaires tandis que la SCAM est une société française de gestion de droit d’auteur.

La SA Pressbanking est, pour sa part, une société de “press-clipping” qui rediffuse électroniquement les articles de presse à ses clients selon les demandes de ces derniers.

La société Google est une société américaine, créée en 1998, dont l’activité principale consiste dans le développement et la mise à disposition des internautes d’un moteur de recherche sur Internet soit d’un outil de référencement automatisé d’informations disponibles sur le web.

Google précise que son moteur de recherche est constitué de logiciels ou “robots” d’indexation (dénommés “Google-bots”) qui parcourent les sites web en passant de page en page, à intervalles réguliers et de façon entièrement automatique pour répertorier dans un index l’ensemble des pages web accessibles au public ainsi que pour chacune l’adresse informatique correspondante (appelée adresse URL). Les internautes peuvent interroger l’index par des mots clés saisis sur la barre de recherche, le moteur de recherche se chargeant d’afficher ensuite des listes de références de pages disponibles comportant les mots clés recherchés en procédant à un classement automatisé de pertinence.

Parallèlement à cette activité principale de moteur de recherche sur le web, Google a, au fil des ans, développé d’autres services. Elle a notamment développé en 2002 un service dénommé “Google News” qualifié par elle de moteur de recherche spécialisé reposant sur l’indexation d’articles de presse diffusés sur le net. Ce service est disponible en Belgique, sous le nom de “Google Actualités” depuis janvier 2006.

La SCRL Copiepresse a rapidement réagi suite à l’arrivée sur le marché belge du service “Google Actualités”, estimant que cette activité allait au-delà d’un “simple” service de moteur de recherche mais agissait comme “portail de la presse écrite”, Google reproduisant et agençant à sa guise une partie significative du texte des articles et ce, sans avoir recueilli l’accord notamment des sites d’éditeurs de journaux dont elle défend les intérêts.

Elle a, par conséquent, déposé, le 9 février 2006, devant le juge des saisies du tribunal de première instance de Bruxelles, une requête en saisie description;

Par ordonnance du 27 mars 2006, le juge des saisies a fait droit à cette demande et a désigné l'expert Golvers avec pour mission de:

- “décrire la manière dont sont présentés les articles de presse et l'interactivité entre le visiteur et le site web de Google News;
- décrire le système d'alerte installé sur Google et Google News;
- déterminer si des articles qui ne sont plus disponibles sur l'un des sites web des membres de la requérante sont encore visibles sur Google et Google News et s'il est possible d'en encore les consulter et par quel procédé;
- déterminer ou tenter de déterminer la durée de conservation des articles dans le cache mémoire de Google et Google News;
- réaliser une liste des articles présents sur Google et Google News permettant d'identifier l'auteur de l'article, le journal et sa date de parution;
- expliquer comment Google et Google News ont pu obtenir une copie des articles;
- identifier et décrire le chemin parcouru par un visiteur qui suit les liens contenus sur le site de Google et Google News et le comparer à celui d'un visiteur qui consulte normalement le site web de l'éditeur de l'article de presse en question;
- déterminer l'incidence des différences éventuellement constatées au point précédent;
- déterminer s'il est encore possible d'accéder à des articles de presse belge en ne passant plus par Google.be mais par Google.com ou Google.fr;
- déterminer l'identité de l'exploitant du DNS Google.be, Google.fr et Google.com;
- déterminer s'il est possible à DNS.be de supprimer ou de rendre indisponible l'accès à Google.be et – dans l'affirmative – préciser comment ou encore s'il est possible de renvoyer le visiteur vers une page hébergée sur un autre site web;
- déterminer s'il est possible de faire de même avec Google.com et déterminer quel est l'opérateur capable de réaliser ces opérations.”

Cette ordonnance a été signifiée à la société Google en date du 27 avril 2006.

L'expert Golvers a déposé son rapport en date du 6 juillet 2006.

Par lettre du 13 juillet 2006 le conseil de la société Copie-presses a mis en demeure la société Google de supprimer immédiatement les articles de presse quotidienne belge (dont la liste est reprise dans la requête en saisie description) qui se trouvent dans Google News et dans le cache de Google.

La société Google n'a réservé aucune suite à ce courrier.

## Procédure

### *1. Requête en intervention volontaire déposée par la SA Pressbanking le 17 novembre 2006*

Attendu qu'en conclusions Google a sollicité que la demande formée par la SA Pressbanking par requête en intervention volontaire du 17 novembre 2006 soit déclarée irrecevable ou, à tout le moins que son examen soit reporté à une audience ultérieure et ce, afin de ne pas retarder le jugement de la cause principale.

Attendu qu'à l'audience du 24 novembre 2006, les parties ont accepté que la demande formulée par la SA Pressbanking soit examinée ultérieurement;

Qu'il convient donc de disjoindre ladite demande.

### *2. Désistement d'instance des parties SOFAM et SCAM*

Attendu qu'à l'audience du 24 novembre 2006, la SCRL Société Multimédia des Auteurs des Arts Visuels (SOFAM) ainsi que la société de droit français “société civile des auteurs multimédias” (SCAM) ont déclaré se désister de leur instance;

Que la société Google a déclaré accepter ces désistements.

## Discussion

### *1. Qualité et intérêt à agir en cessation*

Attendu que la demande est fondée sur l'article 87 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Attendu que Google insiste, à titre préalable sur le fait que le président du tribunal de première instance n'est, dans le cadre de la présente procédure, compétent que pour constater l'existence d'une atteinte particulière au droit d'auteur lui-même et en ordonner cessation et non pour constater une quelconque violation de la loi sur le droit d'auteur;

Qu'il souligne, par ailleurs, qu'aucun auteur ne figure parmi les demandeurs et qu'il appartient donc à ceux-ci de justifier de leur intérêt à agir;

Attendu que le premier grief porte sur l'objet même de la demande; que celle-ci doit être lue dans son ensemble; que si la demande tendant à entendre constater l'atteinte au droit d'auteur peut paraître incomplète (bien qu'elle précise les comportements incriminés soit activités de Google News et utilisation du cache), l'ordre de cessation, telle qu'il est rédigé, permet de déterminer les œuvres sur lesquelles portent la contrefaçon prétendue (soit en ce qui concerne la demande originaire: les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne, francophone et germanophone représentés par la société Copie-presses);

Attendu qu'en ce qui concerne l'intérêt à agir de la société Copiepresse ainsi que des intervenantes volontaires SAJ et Assucopie, celles-ci sont des sociétés de gestion des droits d'auteurs autorisées par arrêté ministériel à exercer leurs activités sur le territoire national;

Qu'en vertu de l'article 73 de la loi du 30 juin 1994, elles ont qualité à agir en justice pour la défense des droits dont elles ont statutairement la charge, qu'il s'agisse des droits collectifs des affiliés ou de leurs droits individuels; qu'elles disposent, si leurs statuts le prévoient, de la possibilité d'agir en justice dans l'intérêt général de la ou des catégories d'ayants droit visés aux statuts (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *Précis du droit d'auteur et des droits voisins*, Bruylant, 2000, p. 419 et p. 512);

Que la société Copiepresse est la société de gestion de droit des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone autorisée par les arrêtés ministériels des 14 février 2000 et 20 juin 2003 à exercer ses activités sur le territoire national; qu'elle a pour objet la défense des droits d'auteur de ses membres et le contrôle de l'usage par des tiers des œuvres protégées de ses membres; qu'elle représente les éditeurs qui publient notamment *La Dernière Heure/Les Sports*, *L'Echo*, *La Libre Belgique*, *Le Soir* (pour une liste complète voir notamment la requête en saisie description du 9 février 2006);

Que la SAJ a pour objet, dans le cadre d'une gestion collective, de défendre – notamment dans le cadre de procédures judiciaires et/ou administratives –, d'exploiter, d'administrer et de gérer les intérêts matériels et moraux des journalistes relatifs à leurs œuvres;

Que la SCRL Assucopie a pour objet d'exploiter, d'administrer et de gérer, dans le sens le plus large, les droits de reprographie des auteurs scolaires, scientifiques et universitaires; Qu'elle peut agir en justice pour la défense des intérêts de ses associés, mandants ou associés correspondant et pour la défense des droits dont la loi lui confie la gestion;

Que l'action en cessation organisée par l'article 87 de la loi du 30 juin 1994 pouvant être formée à la demande de tout intéressé, ces sociétés de gestion ne doivent pas prouver avoir un mandat particulier (A. BEERENBOOM, "Chronique de jurisprudence. Le droit d'auteur", *J.T.* 2002, p. 685, n° 42);

Que la demanderesse originaire ainsi que les intervenantes volontaires ont donc, au vu de ce qui précède, qualité et intérêt pour agir en cessation sur pied de l'article 87 de la loi du 30 juin 1994;

Que par contre et comme le relève à bon droit Google, la loi du 10 août 1998 transposant en droit belge la directive du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données n'ouvre pas l'action à "tout intéressé", ni à une société de gestion ni à un groupement professionnel mais est réservée aux seuls titulaires du droit "*sui generis*" soit les producteurs de base de données (B. MICHAUX, *Droit des*

*bases de données*, Kluwer, 2005, p. 166); que la demande en ce qu'elle est fondée sur cette base doit, par conséquent, être déclarée irrecevable.

## 2. Quant à l'existence d'œuvres protégées par le droit d'auteur

Attendu que Google fait grief à la demanderesse et aux intervenantes volontaires de ne pas préciser et, *a fortiori* d'établir, une seule atteinte concrète aux droits d'auteur dont ils seraient titulaires relevant qu'elles ne précisent d'ailleurs même pas les auteurs dont elles revendiquent les droits, pas plus que les œuvres auxquelles l'activité de Google porterait atteinte;

Attendu que cette affirmation apparaît inexacte;

Qu'en effet, dans son rapport, l'expert Golvers précise avoir effectué des recherches sur les titres des éditeurs représentés par Copiepresse, précisant avoir retrouvé, sur Google News, en ce qui concerne:

- *Le Soir en Ligne*: 1.670 articles;
- *DH Net*: 2.240 articles;
- *L'Echo*: 2.010 articles;
- *La Libre Belgique*: 2.360 articles;

Qu'il résulte de ce constat que les articles de ces journaux sont effectivement recensés par le service Google News et ce, même si l'expert précise qu'il y a des résultats qu'il qualifie de "faux positifs" pour *L'Echo* et *La Libre Belgique* (voir p. 101 du rapport d'expertise);

Qu'il peut être relevé en ce qui concerne la SAJ, que celle-ci précise gérer les droits d'auteurs de nombreux créateurs collaborant avec les sociétés éditrices; qu'elle dépose la liste de ses membres de l'examen de laquelle il ressort qu'elle compte parmi ses membres des journalistes de *L'Echo*, de *La Dernière Heure/Les Sports*, de *La Libre Belgique*, du *Soir*, du *Vif-L'Express*,..., soit des journaux dont le recensement dans Google News a été constaté par l'expert;

Que par ailleurs, il est admis que l'article 18 alinéa 2 du Code judiciaire est d'application en matière d'action en cessation, cette action ayant un caractère essentiellement préventif (DE VISSCHER et MICHAUX, *o.c.*, p. 510);

Qu'eu égard à la manière de procéder de Google: le moteur de recherche de Google Web explorant le web dans son ensemble (*cf.* ci-après développements relatifs à la mémoire cache) et Google Actualités précisant explorer 500 sources d'informations de la presse francophone, il apparaît peu contestable qu'il existe un risque réel d'atteinte aux droits défendus par Copiepresse, la SAJ et Assucopie (en ce qui concerne ces derniers uniquement dans le cadre de la page "en cache");

Que la loi ne s'oppose pas à ce que le juge de la cessation prononce pour l'avenir un ordre qui vise d'autres œuvres ou prestations que celles auxquelles il a effectivement été porté

atteinte jusque là (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 510);

Qu'en effet, le but de la cessation est plutôt de mettre fin à un genre de pratique dont l'infraction constatée est une espèce (Prés. Trib. civ. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, p. 426);

Que le grief formulé par Google ne paraît, par conséquent, pas fondé.

### 3. Quant au respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme

Attendu que Google estime que le service Google News est légitimé par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'expression; qu'elle insiste sur le fait que la liberté d'expression protège les différents aspects du processus de communication dont la liberté de recevoir et de communiquer des informations;

Que si Google reconnaît que la liberté de recevoir et communiquer des informations peut être limitée pour la protection des droits d'autrui, dont le droit d'auteur, elle estime toutefois qu'en l'espèce, la restriction au droit de la liberté d'expression sollicitée par la demanderesse originaire et les intervenantes volontaires n'est ni pertinente ni proportionnée, Google News étant un outil gratuit d'accès à l'information qui ne ferait rien de plus qu'assurer une fonction de poteau indicateur dans la recherche d'informations sur Internet;

Attendu que la liberté d'expression qui rencontre effectivement la liberté de recevoir et de communiquer des informations n'est pas absolue, l'alinéa 2 de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme précisant que "*L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certains formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité du territoire ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.*";

Qu'au vu de cette disposition, la liberté d'expression peut être limitée par le droit d'auteur (limitation prévue par la loi pour protéger les droits d'autrui);

Que cela a été rappelé par la Cour de cassation dans son arrêt du 25 septembre 2003 qui a considéré que le droit à la liberté d'expression garanti par la Convention européenne des droits de l'homme ne faisait pas obstacle à la protection de l'originalité suivant laquelle l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique exprime ses idées et concepts (Cass. 23 septembre 2003, C.030026.N, disponible sur le site www.cass.be);

Attendu que si en vertu de l'article 10 alinéa 2 de la Convention européenne des droits de l'homme, le droit à la liberté d'expression peut subir des restrictions en vue de garantir le droit d'auteur, il ne s'agit, bien évidemment pas pour autant de mettre le droit d'auteur sur un piédestal, que c'est notamment pour ce motif que la loi prévoit un régime d'exception;

Que comme rappelé dans la directive 2001/29 du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société d'information, le droit d'auteur repose sur un équilibre entre d'une part la reconnaissance des intérêts légitimes des auteurs et, d'autre part celles des intérêts, tout aussi légitimes du public et de la société en général (M. BUYDENS, "La nouvelle directive du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société d'information: le régime des exceptions", *AM* 2001, p. 430);

Que certaines exceptions au droit pour l'auteur de s'opposer à la reproduction ou à la communication de son œuvre au public reposent sur la liberté d'expression, tel notamment la citation (M. BUYDENS, *o.c.*, p. 431); qu'il sera examiné ci-après si Google peut se prévaloir de cette exception;

Que par ailleurs, Copiepresse s'interroge, de façon pertinente, sur la question de savoir si on peut, en l'espèce parler d'exercice de son droit d'expression dans le chef de Google dans la mesure où le système mis en place par Google News n'a rien d'humain, que Google n'emploie aucun rédacteur en chef en vue de la sélection des articles et se vante de "*faire confiance au jugement des rédacteurs des agences d'information pour déterminer les articles qui méritent le plus d'être inclus et mis en évidence sur la page d'accueil de Google Actualités*";

Que Google ne peut donc se limiter à invoquer l'article 10 de la Convention européenne pour justifier les activités incriminées, qu'il convient donc d'examiner *in concreto* s'il y a atteinte aux droits d'auteur et si Google peut se prévaloir d'une exception.

### 4. Quant à la violation des droits d'auteur

#### a. Atteinte aux droits patrimoniaux

Attendu que Copiepresse ainsi que les intervenantes volontaires estiment que par deux "activités" (soit la mémoire "cache" de son site Google.be et le service Google News), Google procède à la reproduction et/ou à la communication au public d'œuvres (ou de fragments d'œuvres) protégées par le droit d'auteur sans disposer de l'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit;

Qu'en conclusions Copiepresse incrimine également le service Google News Archive Search insistant sur le fait que ce service conserve et stocke les archives de la presse depuis de nombreuses années; qu'elle ne développe cependant pas son argumentation à l'égard de ce service qui n'existe, selon Google, que dans la version américaine du service Google

News; Que dans ce contexte et, à défaut d'élément complémentaire, ce service, nullement décrit dans le rapport de l'expert Golvers, ne sera pas examiné dans le cadre du présent débat;

Attendu qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur, l'auteur a seul le droit de reproduire ou d'autoriser la reproduction de son œuvre "de quelque manière et sous quelque forme que ce soit";

Que l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juin 1994 (tel que modifié par la loi du 22 mai 2005) précise également que l'auteur d'une œuvre a seul le droit de la communiquer au public "par un procédé quelconque y compris par la mise à disposition au public d'une manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement";

Qu'il convient au vu de ces dispositions d'examiner si en l'espèce, Google reproduit et communique au public des œuvres protégées par le droit d'auteur et ce, dans le cadre de l'utilisation du "cache" sur Google.be, d'une part et dans le cadre de Google News, d'autre part.

#### 1. GOOGLE ET CACHE

Attendu que Google décrit le fonctionnement du "cache" comme suit (voir rapport de l'expert Golvers, p. 68 et 69):

– "Lorsque Google explore le web, il crée une copie de chaque page examinée et la stocke dans une mémoire cache, ce qui permet de consulter cette copie à tout moment, et en particulier dans le cas où la page originale (ou Internet) serait inaccessible. Lorsque vous cliquez sur le lien 'copie cachée' d'une page web, Google affiche celle-ci dans l'état où elle se trouvait lors de son indexation la plus récente. Par ailleurs, le contenu caché est celui sur lequel se base Google pour déterminer si une page est pertinente pour vos requêtes.

Lorsqu'une page cachée est affichée, elle est précédée d'un entête encadré qui rappelle qu'il s'agit de la copie cachée de la page et non de la page originale et qui cite les termes de la requête ayant entraîné son inclusion dans les résultats de recherche.(...)" (extrait du site <http://www.google.be/int/fr/help/features.html#cached>);

– "Pour indexer des millions de pages tous les jours, Google utilise une 'armée' de robots d'indexation, appelés Googlebots (lire l'étude sur Googlebot pour en savoir plus). À chaque fois qu'un des robots visite une page, il la récupère et la stocke sur un des serveurs de Google. Cette version du document est appelée la **version cache**."

– "À quoi sert le cache Google? Pour la plupart des internautes cela ne sert à rien! Ils ne savent d'ailleurs pas que cela existe, ni comment y accéder. Néanmoins cela peut s'avérer utile dans différents cas de figures:

\* pour un internaute: une page est inaccessible ou introuvable (erreur 404). Si Google a indexé cette page, il est possible de la consulter en demandant sa version en cache;

\* pour un webmaster: la version cache correspond à ce que Googlebot a obtenu lorsqu'il est venu l'indexer. Cela permet par exemple de voir de quand date le document (en supposant que cette page est souvent mise à jour); cela permet aussi en cas de redirections de voir quelles pages Googlebot a vues;

\* comme preuve: si vous avez trouvé un site qui vous a plagié mais qui a retiré sa page, vous pouvez éventuellement utiliser la fonction de cache de Google pour le prouver (même si la valeur de cette preuve est toute relative.);

– "Obtenir la version en cache d'un document: la manière la plus simple d'obtenir la version en cache d'un document est de cliquer sur 'copie cachée' à côté d'un résultat lors d'une recherche sur Google." (extraits du site <http://www.webrankinfo.com/google/cache.php>);

Que dans leur rapport, établi à la demande de Google, les professeurs Tiberghien et Viseur définissent, quant à eux, la mémoire cache comme suit: "une mémoire cache, ou plus concisément une 'cache' est une mémoire dans laquelle une copie d'un document est conservée temporairement afin de faciliter ou d'accélérer l'accès à ce document pendant son traitement."; qu'ils précisent: "... lorsqu'un robot entreprend l'exploration d'un site, il commence par faire une copie des codes HTML des pages utiles dans sa propre mémoire. Il fait cela pour pouvoir travailler sur une image figée du site et pour éviter d'imposer un trafic exagéré. Seul le code HTML des pages qui contiennent des mots et des liens vers d'autres pages est copié. Le code HTML des pages qui ne contiennent que des images, des sons ou des programmes exécutables n'est pas copié puisque celui-ci ne contribue pas à l'élaboration du dictionnaire.

Les caches des moteurs de recherche ne sont pas seulement indispensables à l'indexation mais peuvent aussi être utiles pour accéder à des pages en provenance de serveurs temporairement indisponibles et pour accélérer l'accès aux pages provenant de sites peu accessibles ou surchargés. (...);

Qu'en ce qui concerne l'emploi des caches chez Google, Messieurs Tiberghien et Viseur indiquent: "Le moteur de recherche Google Web permet de visiter la version conservée dans la cache des pages indexées par le moteur de recherche si cet accès au public a été permis par leur propriétaire. Google News, par contre, ne donne jamais accès à ces pages en cache.

Il convient de remarquer que la consultation d'une page via le cache n'est pas le mode encouragé de consultation. L'ergonomie de Google incite en effet à cliquer sur le titre de chaque résultat (qui aboutit à la page présente sur le site de l'éditeur) plutôt que sur le lien En cache ou (cached en anglais) (qui aboutit à la page présente en cache), de taille plus réduite, moins intuitif et au contraste moins fort. (...)

Le cache de Google Web permet l'accès à des pages dont le lien serait brisé, en particulier dans le cas où le serveur web affichant la page est indisponible. Il permet d'autres usages,

comme le fait d'acter facilement un cas de plagiat ou de voir sur base de quels mots clé une page a été sélectionnée par le moteur de recherche. Il s'agit dès lors d'une fonctionnalité utile et appréciée par les utilisateurs du moteur de recherche Google Web." (rapport Tiberghien-Visieur, p. 19 et 20);

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que lorsqu'ils indexent les pages web, les "robots" de Google effectuent une copie de chaque page examinée, copie qui est stockée dans la mémoire de Google; qu'il est loisible à l'internaute d'avoir accès à cette copie en cliquant sur le lien "en cache"; que dans cette hypothèse, l'internaute n'est pas renvoyé via un "hyperlien" au site d'origine mais consulte la copie de la page stockée dans la mémoire de Google (en restant donc sur le site de Google);

Qu'il y a donc bien reproduction matérielle de l'œuvre et communication de celle-ci au public au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi sur le droit d'auteur;

Que Google insiste cependant sur le fait qu'il ne copie que le code HTML de la page (code qui ne contient que des éléments de texte et aucune image); qu'il soutient, par ailleurs, que ce n'est pas lui mais l'internaute qui crée une copie de l'œuvre de telle sorte que seul celui-ci serait l'auteur de l'éventuelle reproduction ou de la communication au public, le seul acte posé par Google étant la fourniture d'installations destinées à permettre ou à réaliser une communication au public par les internautes;

Attendu que cette analyse ne paraît pas exacte;

Qu'il ressort, en effet, des développements qui précèdent que Google stocke dans sa mémoire une copie des pages web, la circonstance que cette copie porte sur le code HTML desdites pages – soit qu'elle soit convertie en langage informatique – apparaît sans incidence;

Qu'il y a, en effet, dans le domaine numérique reproduction dès le moment où il y a fixation ou "stockage" des signaux sur une mémoire quelconque (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 71), ce qui est le cas en l'espèce;

Que Google est dès lors bien l'auteur de la reproduction;

Que c'est cette reproduction que Google met, *sur son propre site*, à disposition du public, reproduction accessible via le lien "En cache"; qu'en effet, contrairement aux hyperliens renvoyant au site d'origine, en consultant le lien "en cache", l'internaute consulte le document sur le site de Google;

Que le rôle de Google ne se limite donc pas, comme soutenu en conclusions, à une simple fourniture d'installations destinées à permettre ou réaliser une communication au public;

Qu'il y a dès lors bien reproduction et mise à disposition du public par Google de la copie du document original stockée dans sa propre mémoire;

Que si cette reproduction fait partie intégrante du procédé technique de l'indexation des pages, il ne s'agit toutefois pas

de sa seule finalité; qu'en effet, il résulte des développements qui précèdent qu'elle a également pour finalité de permettre à l'internaute de consulter, directement sur le site de Google, un document qui n'est plus consultable sur le site d'origine (soit que le lien ait été brisé, soit encore que le site ait été modifié);

Qu'ainsi, en ce qui concerne les articles de presse, il résulte du rapport établi par l'expert Golvers qu'un article qui se trouvait sur la page d'entrée du site du journal *Le Soir* du 9 février 2006 et qui n'est, le lendemain, plus consultable, à tout le moins gratuitement, à partir de ce site reste consultable via le lien "en cache" du site Google.be (voir rapport de l'expert Golvers, p. 35 à 38);

Que Google ne conteste pas le fait que les articles de presse sont protégés par le droit d'auteur (voir notamment Prés. Trib. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, p. 426);

Que la pratique de Google consistant à enregistrer dans sa mémoire dite "cache" des œuvres protégées par le droit d'auteur et à permettre aux internautes d'y accéder au sein même de ladite mémoire (sans être renvoyés sur le site d'origine) constitue donc un acte de reproduction et de communication au public.

## 2. GOOGLE NEWS

Attendu que Copiepresse et les intervenantes volontaires considèrent que le service "Google Actualités" ou "Google News" offre plus qu'un "simple" service de moteur de recherche (comme l'est le service "Google.be") et doit être qualifié de "portail d'information"; qu'ils soulignent, en effet, que "Google Actualités" propose, sans recherche préalable, un contenu aux internautes;

Qu'ils reprochent à Google de puiser ce contenu directement dans leurs sites, en recopiant les titres des articles ainsi que les accroches, sans avoir obtenu leur accord préalable, ce qui est, selon eux, contraire à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Attendu que Google conteste le fait que le service "Google Actualités" puisse être qualifié de portail d'information insistant sur le fait qu'il s'agit, à l'instar du service offert par Google Web, d'un moteur de recherche qui est toutefois spécialisé dans l'actualité et qui permet aux internautes d'identifier facilement les articles de presse susceptibles de les intéresser parmi les titres publiés sur Internet durant les 30 derniers jours et de les consulter, à la source, en se rendant en un seul "clic" sur les sites des éditeurs diffusant lesdits articles;

Que Google insiste sur le fait que ce service repose, tout comme le moteur de recherche Google Web, sur l'indexation automatisée par le robot Googlebot des articles de presse diffusés sur Internet; que Google estime donc que "Google Actualités" n'est pas un site diffusant de l'actualité mais un moteur de recherche, par mots clés, permettant de rechercher



l'ensemble des articles référencés contenant certains mots clés;

Que Google conteste reproduire et communiquer au public des œuvres protégées, l'internaute étant renvoyé, via un hyperlien, sur le site d'origine en vue de consulter l'article, Google se limitant à rendre ledit article plus accessible, grâce à l'hyperlien;

Que Google conteste, par ailleurs, le fait que les éléments repris sur la page d'accueil de son site "Google Actualités", soit le titre des articles et les ou la première(s) phrase(s) desdits articles, puissent être considérés comme des éléments originaux bénéficiant de la protection de la loi sur le droit d'auteur;

Qu'en toute hypothèse, Google estime pouvoir se prévaloir des exceptions prévues par la loi sur le droit d'auteur, soit l'exception de citation et l'exception de compte rendu d'actualités;

Attendu qu'il convient, à titre préalable, d'examiner le fonctionnement de Google News;

Que dans son rapport, l'expert Golvers précise, en ce qui concerne le service "Google Actualités" que "L'utilisateur ne doit rien faire d'autre que de se rendre sur l'adresse URL. Il ne doit effectuer aucune recherche ni sélection. Une page telle que celle reproduite à l'annexe 2 lui est présentée (voir annexe 2 du rapport). Le contenu de cette page évolue, bien entendu, constamment au gré de l'actualité. L'utilisateur découvre les articles sans poser aucune action et n'est pas obligé de lancer une recherche précise."; que l'expert en déduit: "Le site de Google News est donc un site portail d'informations puisées dans la presse. Les informations sont présentées à l'utilisateur, sans que celui-ci ne doive rien faire d'autre que de consulter le site. Toutefois, ainsi qu'on le verra plus loin, l'utilisateur peut adapter et personnaliser cette page en y faisant apparaître des informations en fonction de ses souhaits et de ses intérêts particuliers.

En ce qui concerne les informations affichées, on constate les éléments suivants:

1. Les articles sont affichés sous forme:

- d'un titre en caractères bleus et gras;
- suivi d'une ligne qui indique en gris la source (par ex. RTBF, DH Net etc.) et en caractères noirs la fraîcheur de l'information sous la forme "**publié depuis 1 heure**", "il y a 3 heures", etc.;
- suivi de quelques lignes extraites du début de l'article tel qu'il se trouve sur le site de l'éditeur originel de l'information.

2. Les titres en bleu sont des hyperliens qui pointent vers la page du site de l'éditeur originel de l'information. En cliquant sur le titre de l'article dans la page de Google News, on se retrouve sur le site de l'éditeur."; (voir p. 5 et 6 du rapport de l'expert Golvers);

Que l'expert a effectué divers essais desquels il dresse le constat suivant en ce qui concerne Google News (voir p. 98 du rapport):

"Google News (news.google.be) mémorise, pour les articles que ses moteurs de recherche sélectionnent, au moins les éléments suivants:

- le titre de l'article;
- le texte des premières lignes de l'article;
- l'adresse de la page (hyperlien profond) où l'article se trouvait lorsqu'il a été sélectionné par le moteur de recherche;
- le cas échéant, une photo associée à l'article.

Autrement dit, Google News ne mémorise pas dans ses bases de données le **contenu** des pages avec les articles des éditeurs de presse belge mais uniquement les **hyperliens** profonds, que Google News mémorise après avoir effectué ses recherches sur les sites des éditeurs de presse.";

Attendu que dans leur rapport, les professeurs Tiberghien et Viseur contestent, pour leur part la qualification de "portail d'information" du service de Google News; qu'ils estiment que Google News doit être qualifié de "moteur de recherche" dans la mesure où "ces outils restent centrés sur leur fonctionnalité première de recherche de pages web et leur fonctionnement technique correspond bien à celui d'un moteur de recherche (exploration, indexation, recherche par mots clefs.)" (p. 27 du rapport);

Qu'ils poursuivent en précisant qu' "outre une fonction de recherche classique par mot clef, Google News regroupe les actualités sur la page d'accueil par thème et par sujet.

Par exemple Google News est capable de regrouper entre eux l'ensemble des articles référencés sur le web traitant des réactions des autorités américaines aux essais nucléaires de la Corée du Nord.

Les actualités sont par ailleurs réparties entre thèmes 'International', 'Belgique', 'France', 'Économie', 'science et technologies', etc.

Cette classification est réalisée de manière automatique, sans intervention humaine. Le logiciel de classification s'appuie sur les données collectées automatiquement par le robot de Google News qui fonctionne de manière similaire au robot de Google Web.";

Qu'en ce qui concerne la "reproduction des articles", ils indiquent: "Il a déjà été précisé... que Google News ne donne jamais accès aux articles conservés dans son cache.

Ainsi, un visiteur de Google News ne peut voir que le titre, souvent une courte description de l'article et parfois une vignette photographique à faible résolution (...). Cliquer sur le titre ou la vignette conduit systématiquement l'utilisateur sur le site de l'éditeur de cet article ou de cette vignette.";

Qu'en ce qui concerne le dernier passage, il convient de préciser que le texte suivant le titre de l'article ne présente pas,

comme écrit par Messieurs Tiberghien et Viseur, une “courte description de l’article” mais constitue une reprise littérale des premières lignes de celui-ci, tel qu’il se retrouve sur le site d’origine (voir pour une illustration rapport expert Golvers p. 7, 8 et 9: articles: “Charleroi: le PS tente de remettre de l’ordre”, extrait de *DH Net* et “Les illégaux le resteront”, extrait du *Soir* en ligne);

Attendu qu’il découle de ce qui précède qu’on retrouve sur la page d’accueil du site de Google News, s’affichant automatiquement par la seule consultation du site, outre une fenêtre permettant d’insérer des mots clés, une série de titres d’articles, le premier titre présenté étant suivi d’un court extrait de l’article même, regroupés par thème; que lesdits titres constituent des hyperliens renvoyant l’internaute sur le site de l’éditeur où l’article peut être consulté en son ensemble;

Attendu qu’en l’espèce, ce n’est pas l’hyperlien vers le site d’origine qui est mis en cause par Copiepresse et les intervenants volontaires mais la reproduction sur le site de Google News même, de titres d’articles de presse ainsi que d’extraits d’articles de presse;

Qu’en conséquence, les développements de Google quant au fait qu’il serait admis tant par la doctrine que par la jurisprudence belge et étrangère qu’un hyperlien renvoyant vers une œuvre protégée par le droit d’auteur ne constitue pas une reproduction et que si reproduction il y a, elle est le fait de l’internaute (voir p. 67 et s. des conclusions additionnelles et de synthèse déposées par Google), apparaissent sans pertinence dans le cadre du présent litige;

Qu’il résulte par contre, sans ambiguïté, des développements qui précèdent que Google News reproduit (l’expert Golvers précisant que ces éléments sont mémorisés par Google) et communique au public sur la page d’accueil de son site (ces éléments étant accessibles sur le site même de Google News par la seule consultation de ce site), le titre d’articles de presse ainsi qu’un extrait de certains de ces articles;

Attendu que Google estime cependant que ces éléments ne constituent pas des œuvres protégées par le droit d’auteur;

Attendu que pour bénéficier de la protection de la loi sur le droit d’auteur, une création doit être exprimée dans une certaine forme (les idées en tant que telles n’étant pas protégeables) et être originale c’est-à-dire qu’elle doit être marquée par la personnalité, l’empreinte de son auteur (A. BEERENBOOM, *Le nouveau droit d’auteur et les droits voisins*, Bruxelles, Larcier, 1997, p. 49; F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *Précis de droit d’auteur et des droits voisins*, Bruylant, 2000, p. 15);

Que la longueur d’une œuvre importe peu, un titre étant susceptible de protection s’il répond, bien entendu à l’exigence d’originalité (A. BEERENBOOM, *o.c.*, n<sup>os</sup> 38 et 48; F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 30);

Que Google estime qu’en l’espèce, les titres des articles de presse ne seraient nullement originaux, car simplement issus du langage courant, citant à titre exemplatif “*Le Roi visite la Suède*” ou encore “*Tom Boonen champion du Monde*”;

Attendu que si tous les titres d’articles de journaux ne peuvent être considérés comme originaux – certains paraissant effectivement purement descriptifs et ne révélant, dès lors, pas l’empreinte de leur auteur – il ne peut toutefois être estimé qu’aucun titre d’articles de presse ne présenterait une originalité suffisante pour pouvoir bénéficier de la protection de la loi sur le droit d’auteur;

Qu’ainsi, la lecture du rapport dressé par l’expert Golvers laisse apparaître que le titre de certains articles figurant dans ledit rapport ne paraissent pas originaux (ex. “*Philippe Eloy a assassiné l’ami de sa femme*”, “*Les déserts menacés par le réchauffement*”, “*Aérien: la Sowear a été dissoute*”) tandis que d’autres bien (ex. “*Les illégaux le resteront*” (p. 7), “*La rage détaxatoire de Didier Reynders*” (p. 89), “*La musique ça rend l’école cool*” (p. 102); “*Monaco entre Casino et Stratego*”) (p. 113);

Que de même il n’est pas contesté que les articles des journalistes peuvent, d’une manière générale, revendiquer la protection par le droit d’auteur dans la mesure où on y retrouve la marque de la personnalité de son auteur (voir notamment Prés. Trib. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, 426);

Que s’il est exact que ne sont reprises sur la page d’accueil du site “Google News” que les premières lignes desdits articles, cela n’exclut pas nécessairement la protection par le droit d’auteur;

Qu’en effet, pour tomber sous le coup du droit exclusif de l’auteur, la reproduction ne doit pas être totale et peut n’être que partielle pour autant qu’il y ait “emprunt” à ce qui fait l’originalité, en tout ou en partie, de l’œuvre (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 65);

Que dans un arrêt du 25 septembre 2003, la Cour de cassation a ainsi estimé que “*l’auteur peut exprimer ses idées sous forme d’un texte publié dans une revue ou mis sur support électronique; que la reproduction d’éléments constitutifs de l’originalité de ce texte dans un résumé bénéficie de la protection des droits d’auteur; que ni la longueur du résumé ni l’obligation pour l’utilisateur ou le lecteur des résumés de consulter le texte original résumé après lecture ne sont déterminantes pour l’appréciation de la violation des droits d’auteur; (...); que toute reproduction même partielle peut suffire à la constatation de l’infraction lorsqu’elle contient les éléments originaux*” (Cass. 25 septembre 2003, C.030026.N, consultable sur le site [www.cass.be](http://www.cass.be));

Qu’il n’apparaît, en conséquence, pas exclu que l’empreinte de l’auteur puisse se marquer dans un court fragment du texte, d’autant qu’en l’espèce, il s’agit des premières phrases de l’article, phrases “d’accroche” de celui-ci;

Qu'ainsi, en reprenant le rapport de l'expert Golvers, tel paraît être le cas des extraits suivants "*Coup d'envoi des débats sur le projet Dewael à la chambre. Les sans-papiers espèrent que l'heure de la régularisation a sonné. Patrick Dewael dit ne pas avoir le même agenda.*" (p. 7); "*En pleine polémique sur le 'Da Vinci Code' le Pape a profité de sa visite en Pologne pour rappeler aux fidèles qu'il leur faut résister 'aux tentations du relativisme'*" (rapport p. 7);

Qu'il résulte de ce qui précède qu'en reproduisant sur son site Google News, des titres d'articles ainsi que de courts extraits d'articles, Google reproduit et communique au public des œuvres protégées par le droit d'auteur.

#### b. Exception de citation et de compte-rendu d'actualités

Attendu que Google estime pouvoir se prévaloir des exceptions légales de citation et de compte-rendu d'actualités;

##### 1. EXCEPTION DE CITATION

Attendu qu'en vertu de l'article 21 § 1<sup>er</sup> de la loi du 30 juin 1994 (tel que modifié par la loi du 22 mai 2005): "*Les citations, tirées d'une œuvre licitement publiée, effectuée dans un but de critique, de polémique, de revue, d'enseignement ou dans des travaux scientifiques, conformément aux usages honnêtes de la profession et dans la mesure justifiée par le but poursuivi, ne portent pas atteinte au droit d'auteur.*"

*Les citations visées à l'alinéa précédent devront faire mention de la source et du nom de l'auteur à moins que cela ne s'avère impossible.*";

Attendu que les conditions posées par la loi doivent être satisfaites cumulativement (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 104);

Que s'agissant d'une exception, elle doit être, contrairement à ce que soutient Google, interprétée restrictivement;

Qu'il peut d'ailleurs être relevé que l'article de doctrine sur lequel se base Google pour considérer que le droit à l'accès à l'information et la transmission du savoir peuvent fonder l'extension de l'interprétation des exceptions, relève que la tendance actuelle semble à la réduction de la portée des exceptions du droit d'auteur dans le monde numérique et souligne qu'il est généralement admis que compte tenu de leur nature même les exceptions sont nécessairement d'interprétation restrictive (S. DUSSOLIER, Y. POULLET et M. BUYDENS, "Droit d'auteur et accès à l'information dans l'environnement numérique", *Bulletin du droit d'auteur*, vol. XXXIV, n° 4, 2000, p. 10 et 14);

Que comme relevé ci-avant (*cf.* p. 15) c'est notamment afin d'opérer une balance entre le droit d'auteur et d'autres droits (tel le droit à l'information invoqué par Google) que des exceptions ont été prévues;

Que l'article 5.5. de la directive 2001/29/CE, prévoit que l'utilisation des exceptions au droit d'auteur doit se faire en conformité avec les obligations en vigueur au niveau inter-

national et que les exceptions et limitation ne sont applicables que dans certains cas spéciaux, qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre, ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du droit (test à trois étapes), ce qui paraît être de nature à confirmer le caractère restrictif des exceptions (voir notamment considérant 44 de la directive citée par la SAJ et Assucopie dans leurs conclusions de synthèse, p. 44);

Que s'il est exact que ce test n'a pas été intégré dans la loi du 22 mai 2005, ce n'est pas que le législateur ait estimé qu'il n'était pas applicable mais parce qu'il a considéré que ce précepte était connu et était avant tout adressé au législateur, étant précisé que cela ne signifie pas que ce triple test ne peut pas également servir d'orientation pour les cours et tribunaux dans l'application de la loi (F. BRISON et B. MICHAUX, "La nouvelle loi du 22 mai 2005 adapte le droit d'auteur au numérique", *AM* 2005, p. 216);

Attendu que ceci étant précisé, il convient d'examiner si, en l'espèce, la reproduction des titres d'articles ainsi que de fragments de ceux-ci sur le site de Google News répond aux différentes conditions légales de l'exception de citation.

##### 1° Citations tirées d'œuvres licitement publiées

Attendu que cette première condition est remplie en l'espèce, Google News tirant les extraits d'articles de journaux publiés sur le site des éditeurs;

Que la circonstance que ces articles ne seraient, après un certain délai, plus accessibles qu'aux abonnés, est sans incidence dans la mesure où le terme "œuvre licitement publiée" porte plutôt sur le droit de divulgation de l'auteur (*Doc. parl. Ch. 2003-04, n° 51-1137/10, p. 2*);

Que la publication de l'œuvre sur Internet épuise le droit de divulgation, l'auteur ayant fait choix de rendre son œuvre accessible sur Internet (A. BEERENBOOM, *Le nouveau droit d'auteur et les droits voisins*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2005, p. 181) et la modification des modalités de publication de l'œuvre n'énervant en rien l'extinction de ce droit (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 107).

2° Citation dans un but de critique, de polémique, d'enseignement, de revue, ou dans des travaux scientifiques et dans la mesure justifiée par le but poursuivi

Attendu que Google estime que le site de Google News opère une revue de presse et que la citation de titres de journaux et d'extraits d'articles répond au but de revue et se justifie au regard dudit but;

Que Copiepresse et les intervenants volontaires insistent, quant à elles, sur le fait que contrairement à la France, le législateur belge n'a pas entendu créer une exception autonome de "revue" mais que cette exception est soumise au régime de la citation de telle sorte que les articles cités doivent l'être dans le cadre d'un commentaire cohérent dont ils

ne constituent que l'illustration, la revue devant comporter d'autres éléments;

Qu'ils estiment donc que la seule juxtaposition au hasard (tel que pratiquée par Google de façon automatique) de fragments d'articles n'est pas une citation, celle-ci, étant par définition accessoire et devant être utilisée dans les limites de la démonstration poursuivie;

Attendu que Google News est exclusivement composé d'extraits d'articles de journaux regroupés par thèmes; que le référencement est entièrement automatisé;

Que Google précise que le service Google News repose sur l'indexation automatisée par un robot similaire à celui du moteur de recherche Google Web des articles de presse diffusés sur Internet; que la classification des articles par thème est réalisée de manière automatique, sans intervention humaine;

Que le site Google News ne fait donc qu'incorporer les "citations" et ne doit donc sa substance qu'aux extraits d'œuvres reproduites, ce qui est contraire à l'esprit même de l'institution du droit de citation (T. VERBIEST, "Entre bonnes et mauvaises références. À propos des outils de recherche sur Internet", *AM* 1999, p. 42);

Qu'en effet, la citation est, en principe, utilisée pour illustrer un propos, défendre une opinion;

Qu'il ne semble, par ailleurs, pas que le recensement d'articles effectués par Google News puisse être qualifié de "revue de presse";

Que la citation à finalité de revue a été introduite par la loi du 22 mai 2005;

Que le *Larousse* définit la revue comme "Action d'examiner avec soin et de façon méthodique un ensemble d'éléments" tandis que la "revue de presse" est définie comme suit: "Compte rendu comparatif des principaux articles de journaux sur le même sujet";

Que cette définition se voit confirmée par le terme néerlandais de la loi "recensie" ou "recension" en français définie par le *Larousse* comme: "analyse et compte rendu critique d'un ouvrage ou d'une revue";

Que l'objet de la finalité de revue n'apparaît donc pas être la collection d'éléments destinée à donner un aperçu général sur un thème mais le commentaire d'une œuvre (B. MICHAUX, *Droit des bases de données*, Kluwer, 2005, p. 27);

Qu'en l'espèce, Google se limite à recenser les articles et à les classer et ce, de façon automatique; que Google News n'effectue aucun travail d'analyse, de comparaison ou de critique de ces articles qui ne sont nullement commentés;

Que cette condition n'est par conséquent pas satisfaite en l'espèce; qu'il s'en déduit que Google ne peut se prévaloir de l'exception de citation sans qu'il soit nécessaire d'examiner si les autres conditions légales sont remplies.

### 3. EXCEPTION DE COMPTE RENDU D'ACTUALITÉ

Attendu qu'en vertu de l'article 22 § 1 de la loi du 30 juin 1994 "Lorsque l'œuvre a été licitement publiée, l'auteur ne peut interdire:

*1° La reproduction au public, dans un but d'information, de courts fragments d'œuvres ou d'œuvres plastiques dans leur intégralité à l'occasion de compte rendu d'événements de l'actualité.*";

Que le § 2 de ladite disposition précise: "La reproduction et la communication au public de l'œuvre à l'occasion de compte rendu d'événements de l'actualité conformément au § 1<sup>er</sup>, 1°, doivent être justifiées par le but d'information poursuivi, et la source, y compris le nom de l'auteur, doit être mentionnée à moins que cela ne s'avère impossible.";

Attendu que Google estime que le service de Google News s'inscrit dans un cadre d'information et offre un compte rendu de l'actualité de telle sorte que l'auteur ne peut s'opposer à la reproduction de courts fragments d'articles;

Attendu que cette argumentation de Google paraît être en contradiction avec celle présentée précédemment dans le cadre de la description du service de Google News, Google présentant son activité comme un service de moteur de recherche spécialisé et nullement comme un portail d'information;

Que ceci étant, si l'on peut considérer que l'activité de Google News s'inscrit notamment dans un cadre d'information, il n'apparaît par contre pas que Google News en recensant divers titres d'articles regroupés autour de différents thèmes offre un compte-rendu de l'actualité;

Que comme relevé ci-avant, aucun commentaire sur l'actualité ne se retrouve, en effet, sur le site de Google News qui se limite à reproduire des extraits d'articles regroupés par thème;

Qu'en outre, et tout comme la citation, il semble que les œuvres protégées ne peuvent constituer que l'accessoire du reportage et non son objet principal (en ce sens, A. BEERENBOOM, *o.c.*, p. 131; T. VERBIEST, "Entre bonnes et mauvaises références. À propos des outils de recherche sur Internet", *AM* 1999, p. 42; S. HOEBEKE et B. MOUFFE, *Le droit de la presse*, Bruylant, 2000, p. 191);

Attendu qu'il convient, enfin, d'être attentif à la justification de cette exception; que comme relevé par Google en termes de conclusions, le but de cette exception est de permettre aux médias de réagir rapidement aux événements d'actualités, la rapidité avec laquelle les informations doivent être rapportées ne leur permettant pas de solliciter le consentement préalable de l'auteur (A. BEERENBOOM, *o.c.*, p. 131; S. HOEBEKE et B. MOUFFE, *o.c.*, p. 190; J.P. Liège (1<sup>er</sup> canton) 30 mai 1997, *AM* 1997, p. 300);

Que telle n'est pas la situation dans laquelle se trouve Google; qu'il serait, en effet, loisible à Google – dont la démar-

che est de recenser, auprès de 500 sources d'informations en français, les informations en les mettant à jour toutes les 15 minutes – d'obtenir, au préalable, l'accord des éditeurs de sites sur lesquels sont collectées lesdites informations;

Que Google ne peut donc se prévaloir de l'exception de compte rendu de l'actualité.

### c. Atteinte aux droits moraux

Attendu que la SAJ ainsi qu'Assucopie soutiennent que Google porte également atteinte au droit moral de l'auteur dans la mesure où Google divulguerait des œuvres protégées sans l'autorisation de l'auteur, porterait atteinte à leur intégrité et omettrait de mentionner le nom des auteurs des œuvres exploitées;

Que Google estime que ces sociétés ne peuvent se prévaloir d'atteinte aux droits moraux ceux-ci étant inaliénables;

Attendu que la circonstance que les droits moraux soient inaliénables n'empêche pas les sociétés de gestion d'agir en cessation pour faire cesser une atteinte au droit moral (voir Prés. Trib. civ. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, p. 426 confirmé par Bruxelles 28 octobre 1997);

Qu'en effet et comme précisé ci-avant, les sociétés de gestion ont, conformément à l'article 73 de la loi sur le droit d'auteur, le droit d'ester en justice pour la défense des droits dont elles ont statutairement la charge; qu'il n'est donc pas exigé que les droits dont elles assurent la défense leur aient été cédés (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 512);

Attendu que le droit de divulgation porte sur le droit de l'auteur de décider, quand et sous quelle forme l'œuvre sera portée à la connaissance du public; qu'une fois exercé, ce droit s'éteint (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 152);

Attendu qu'en l'espèce, Google ne reproduit et ne communique que des œuvres se trouvant déjà sur les pages web, soit des œuvres déjà divulguées;

Que l'on se trouve dès lors dans une situation différente de celle ayant donné lieu à la jurisprudence "Central Station" (Prés. Trib. civ. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, p. 426 confirmé par Bruxelles 28 octobre 1997);

Qu'il n'y a donc pas d'atteinte au droit de divulgation;

Attendu que l'auteur dispose du droit de respect de son œuvre lui permettant de s'opposer à toute modification de celle-ci; que ce droit n'est pas subordonné dans son exercice à la condition d'un préjudice dans le chef de l'auteur; que la modification peut ne pas concerner l'œuvre telle quelle mais son environnement, son titre, son classement, sa césure,... (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 157);

Attendu qu'en l'espèce, seul un extrait de l'œuvre est reproduit, de telle sorte qu'il y a effectivement modification de l'œuvre;

Que Google ne conteste pas "l'amputation" des œuvres en tant que telle (soit leur modification) mais estime ne pas porter atteinte "à l'intégrité de l'œuvre en ce que la citation d'un texte se trouve avec un autre texte cité ou des photos illustrant un compte rendu d'actualité d'un autre organisme de presse" dans la mesure où "l'internaute sait très bien qu'il s'agit d'une citation et voit le texte original à chaque fois en cliquant sur l'hyperlien dans son contexte original";

Attendu que la circonstance que l'internaute n'ignore pas qu'il s'agit uniquement d'un fragment de l'œuvre apparaît sans incidence quant à l'appréciation du respect de l'intégrité de l'œuvre;

Que Google opère, par ailleurs, un regroupement thématique de différents extraits d'articles pouvant venir de n'importe quelle source de telle sorte que la ligne éditoriale ou philosophique à laquelle l'auteur a adhéré peut être altérée (voir T. VERBIEST, "Entre bonnes et mauvaises références. À propos des outils de recherche sur Internet", *AM* 1999, 40; voir également Bruxelles 28 octobre 1997);

Attendu qu'il convient enfin de constater que le nom de l'auteur de l'œuvre n'est pas mentionné sur le site de Google News (Prés. Trib. civ. Bruxelles 16 octobre 1996, *AM* 1996, p. 426) de telle sorte qu'il y a également atteinte au droit de paternité de l'œuvre.

### 5. Quant à l'autorisation des éditeurs de sites

Attendu que Google estime que s'il devait être considéré qu'elle effectue des copies d'œuvres protégées par le droit d'auteur et/ou qu'elle les communique au public, il convient de constater que cela se fait de l'accord explicite, ou à tout le moins implicite des éditeurs des sites concernés;

Que Google relève que certains éditeurs de presse étaient en contact avec elle et ont, dans ce cadre, consenti au référencement de leur site;

Attendu que Google dépose effectivement des pièces attestant de ce que *L'Echo* a directement pris contact avec ses services en vue d'être référencé sur le site Google News (voir pièces 1 et 2);

Qu'aucun autre éditeur représenté par Copiepresse ne paraît avoir fait une démarche similaire, la circonstance que des partenariats aient été conclus avec Google et certains sites (celui de la *Dernière Heure* et de *La Libre Belgique*) en vue d'une intégration sur leurs pages des modules du service "AdSense" (en vue d'afficher des annonces pour le site sur les pages de Google) ou encore que plusieurs sites (notamment ceux du *Soir*, de *La Libre Belgique*, de la *Dernière Heure*,...) fassent usage du service Google Analytics (en vue d'analyser l'audience de leurs sites web) étant, à cet égard, sans incidence, dans la mesure où il s'agit de service distinct du service Google News;

Qu'il peut, par ailleurs, être constaté que Google News a fait son apparition en Belgique en janvier 2006 et que dès le

9 février 2006, Copiepresse a déposé une requête en saisie-description tandis qu'elle a signifié à Google l'ordonnance faisant droit à cette demande en avril 2006; qu'on ne peut donc raisonnablement soutenir que l'ensemble des sites référencés par Google News n'ont jamais émis de réserves ou la moindre réclamation concernant leur inclusion dans ce service;

Que mis à part pour *L'Echo*, Google n'établit donc pas que les éditeurs de presse ont explicitement consenti au référencement de leurs sites;

Attendu que Google insiste, par ailleurs, sur le fait que les éditeurs disposent de la possibilité de paramétrer leurs sites et d'autoriser ou non certaines actions au moteur de recherche;

Que Google estime que dans la mesure où les éditeurs n'ont pas mis en œuvre ces moyens techniques, ils ont, explicitement (dans la mesure où il est fait usage sur leurs sites de fichiers-robots) ou, à tout le moins implicitement, consenti que les pages de leurs sites soient indexés et accessibles via des liens en cache; que Google insiste à cet égard sur le caractère standard et mondialement répandu du paramétrage de sites par les métatags et les fichiers robots.txt;

Attendu que comme souligné dans les conclusions déposées par la SOFAM, le droit d'auteur n'est pas un droit d'opposition mais un droit d'autorisation préalable; que cela signifie que l'autorisation doit être obtenue de manière certaine, préalablement à l'utilisation envisagée;

Qu'il ne peut être soutenu que l'utilisation sur les sites de fichiers-robots implique de façon certaine et explicite l'accord des éditeurs de site pour une utilisation des œuvres reprises sur le site tel qu'effectuée in concreto par Google News (d'autant que ce service n'est arrivé sur le marché belge qu'en janvier 2006 soit, semble-t-il, à une époque où ces fichiers-robots étaient déjà intégrés);

Que de même il ne peut être déduit de l'absence de protections techniques une autorisation inconditionnelle de référencement (C. MORLIÈRE, "Les articles de presse à l'ère numérique. Le cas de Google Actualités", *I.R. D.I.* 2004, p. 9 et jurisprudence citée);

Qu'il paraît en être d'autant plus le cas ici, que Google Actualités ne se limite pas au référencement des articles mais en reproduit le titre ainsi qu'un extrait;

Qu'il convient, par ailleurs, de relever qu'en l'espèce Copiepresse a, comme relevé ci-avant, réagi, dès l'apparition sur le marché belge du service Google News (la requête en saisie-description ayant été déposée un mois seulement après l'arrivée du service), ce qui paraît être de nature à démontrer tout consentement dans son chef;

Que c'est par conséquent, à tort, que Google estime pouvoir se prévaloir de l'accord des éditeurs de site en l'espèce.

## 6. *Abus de droits*

Attendu que Google estime que dans la mesure où il est démontré qu'il est aisé d'éviter, pour les sociétés qui le souhaitent, tant d'apparaître dans le système de cache de Google que d'apparaître dans le service Google News tandis qu'il n'est pas possible pour Google de prendre contact avec toutes les personnes référencées par le moteur de recherche, Copiepresse et les intervenantes volontaires commettent, en poursuivant la présente procédure, un abus de droit;

Attendu que Google souligne qu'en exerçant ses droits, l'auteur se doit de respecter un code de bonne conduite, basé notamment sur le caractère légitime de l'intérêt qu'il entend protéger et sur le caractère raisonnable de la demande qu'il formule;

Attendu qu'il convient, à titre préalable de constater le caractère légitime des prétentions de Copiepresse ainsi que des intervenantes volontaires dans la mesure où il découle des développements qui précèdent que les comportements de Google qu'ils incriminent portent effectivement atteinte aux intérêts qu'ils défendent (soit le droit d'auteur de leurs membres);

Que par ailleurs, l'appréciation de l'attitude éventuellement abusive de Copiepresse et des intervenantes volontaires doit s'apprécier, non pas au regard des démarches que devrait effectuer Google pour obtenir l'autorisation préalable des auteurs mais au regard des mesures que devrait prendre Google pour faire cesser l'atteinte litigieuse;

Que Google ne conteste pas être à même, moyennant certaines précisions (voir ci-après) de mettre en œuvre les mesures sollicitées, ce qu'elle paraît d'ailleurs avoir fait en exécution de l'ordonnance rendue par défaut;

Que l'abus de droit n'est, par conséquent, pas démontré.

## 7. *Violation du droit de la concurrence*

Attendu que Google soutient que l'action collective de Copiepresse n'est pas compatible avec l'interdiction des ententes prévues à l'article 2 § 1 de la loi sur la protection de la concurrence économique et l'article 81 § 1 du traité CE qui visent les décisions d'association d'entreprises ayant pour objet de restreindre la concurrence;

Attendu qu'il convient, à titre préalable, de relever que l'action en vue de la défense d'intérêts collectifs est expressément reconnue par la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur;

Attendu qu'il résulte, par ailleurs, des développements qui précèdent qu'il y a, en l'espèce, effectivement violation du droit d'auteur par Google et donc matière à cessation;

Que le fait que d'autres intérêts pourraient être en jeu et bénéficier des mesures qui seraient ordonnées dans le cadre de la présente instance, n'entraîne pas nécessairement

détournement du droit à d'autres fins que celles à laquelle il a été prévu;

Que Google ne démontre notamment pas que Copiepresse prend, comme elle le soutient, les services de Google News et le cache de Google Web comme prétexte afin de tenter de freiner d'autres activités de Google (activités non précisées);

Que ce grief n'apparaît, par conséquent, pas fondé.

### **8. Activités de Google et la directive européenne sur le commerce électronique**

Attendu qu'en l'espèce, c'est le comportement même de Google qui est incriminé et non le contenu des sites auxquels Google permet l'accès;

Que les références à cette directive ne sont, par conséquent, pas pertinentes dans le cadre de l'appréciation de la violation par Google des droits d'auteurs de Copiepresse et des intervenants volontaires;

Que par ailleurs, en ce qui concerne le "caching", ce qui est mis en cause ce n'est pas le stockage temporaire de la page en cache, stockage nécessaire à l'indexation de cette page, mais son accessibilité (voir ci-avant, p. 17 et s.);

### **9. Quant aux mesures à ordonner**

#### *Ordre de cessation*

Attendu que Google estime que le jugement dont opposition manque de clarté dans le libellé des condamnations prononcées dans la mesure notamment où il ne décrit pas quelles activités de Google News et quelle utilisation du "cache de Google" violeraient le droit d'auteur (Google insiste à cet égard sur le fait que seul le lien en cache visible accessible à l'internaute peut être concerné par une mesure d'interdiction de référencement);

Que Google estime également que, la mesure ayant pour effet de supprimer le référencement des sites des journaux concernés, il convient de préciser la dénomination de ces sites afin de pouvoir lui permettre d'exécuter la décision;

Que Google fait, par ailleurs, valoir que la mesure doit être limitée aux sites belges de Google, à savoir [www.google.be](http://www.google.be) et [news.google.be](http://news.google.be), dès lors, que la compétence du tribunal est limitée au territoire national;

Qu'au vu de ces remarques, Google propose, à titre subsidiaire, de limiter les éventuels ordres de cessation à l'obligation pour Google:

\* de retirer du moteur de recherche du site [www.google.be](http://www.google.be) les seuls liens en cache visible (hyperlien accessible par la mention "en cache");

– aux pages des éditeurs de journaux membres de Copiepresse que le jugement identifiera précisément par leur nom et les sites sur lesquels ils sont accessibles;

– de retirer du site [news.google.be](http://news.google.be) les titres et extraits d'articles de presse des éditeurs de journaux membres de Copiepresse que le jugement identifiera précisément par leur nom et les sites sur lesquels ils sont accessibles;

Attendu que la décision dont opposition a constaté que les activités de Google News et l'utilisation du cache de Google violent notamment les lois relatives au droit d'auteur et droits voisins (1994) et sur les bases de données;

Que la décision doit être confirmée en ce qu'elle constate l'atteinte, par ces activités, à la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins; qu'il convient par contre de réformer la décision en ce qu'elle constate l'atteinte à la loi sur les bases de données (Copiepresse n'étant pas recevable à agir sur cette base);

Qu'il ne convient pas de compléter le constat effectué, les motifs de la présente décision précisant de manière suffisante les activités incriminées;

Attendu qu'en ce qui concerne l'ordre de cessation le jugement ordonne que soient retirés de tous les sites (Google News et "cache Google" sous quelque dénomination que ce soit) tous les articles, photographies et représentations graphiques des éditeurs belges de presse quotidienne francophone et germanophone représentés par Copiepresse;

Que par retirer du "cache" Google, il convient d'entendre retirer les liens en cache visible (hyperlien accessible par la mention "en cache");

Que contrairement à ce que soutient Google lesdits éditeurs sont aisément identifiables Copiepresse ayant repris en pages 1 et 2 de la requête en saisie-description les éditeurs qu'elle représente;

Qu'en page 33 de ses conclusions de synthèse, Google précise d'ailleurs avoir supprimé tous les résultats de recherche existants renvoyant vers lesdits sites que Google énumère;

Que l'ordonnance peut donc être confirmée sur ce point;

Attendu qu'en ce qui concerne la limitation de l'ordre de cessation aux seuls sites belges de Google, soit [google.be](http://google.be) et [google.news.be](http://google.news.be), Copiepresse relève que les articles de presse litigieux ne sont pas exclusivement accessibles sur [google.be](http://google.be), mais également sur [google.fr](http://google.fr) et [google.com](http://google.com); que cela est confirmé par le rapport de l'expert Golvers (p. 122 et 123 du rapport);

Qu'il ressort des conclusions de Google que pour exécuter l'ordonnance, Google précise n'avoir eu d'autres choix que d'opérer un "déréférencement" total des sites litigieux; que Google précise que pour des raisons techniques le "déréférencement" de ces sites du moteur Google News vaut pour l'ensemble des versions géographiques du site, c'est-à-dire non seulement pour le site [news.google.be](http://news.google.be) mais également pour tous les autres sites "news.google" sous d'autres domaines ("fr", ".com", ".it", ...) (voir p. 34 des conclusions additionnelles et de synthèse de Google);

Qu'en conséquence, la précision que Google souhaiterait voir apporter à la décision apparaît sans intérêt.

*Publication*

Attendu qu'il convient de constater que Google ne sollicite plus la réformation de l'ordonnance dont opposition en ce qu'elle ordonnait une mesure de publication;

Que Google sollicite uniquement qu'il soit constaté que cette mesure n'a plus d'objet en ce que ladite publication a déjà été faite;

Qu'il ne nous appartient toutefois pas, dans le cadre de cette procédure en opposition, d'apprécier les mesures prises en vue d'exécuter l'ordonnance dont opposition;

Attendu que Copiepresse a, par demande reconventionnelle, sollicité la publication de la présente ordonnance;

Que Google s'oppose à cette demande, faisant valoir qu'il n'est pas justifié d'ordonner une mesure additionnelle de publicité;

Attendu que la mesure de publication dans le cadre de l'action en cessation doit réellement contribuer à la cessation et ne peut uniquement constituer une mesure de réparation (F. DE VISSCHER et B. MICHAUX, *o.c.*, p. 508);

Qu'en l'espèce, l'ordre de cessation apparaît suffisant pour faire cesser l'atteinte;

Qu'il convient également de relever que l'ordonnance rendue par défaut a déjà fait l'objet d'une publication;

Qu'au vu de ces éléments et compte tenu également de la médiatisation qui a été donnée à la présente affaire, il ne se justifie pas d'ordonner la publication de la présente décision.

*Astreintes*

Attendu que Google estime que le montant des astreintes est disproportionné;

Attendu que si les astreintes doivent être dissuasives, leur montant doit toutefois demeurer raisonnable;

Qu'il convient de réduire le montant des astreintes tel que précisé au dispositif du présent jugement.

*En ce qui concerne les intervenantes volontaires*

Attendu qu'en ce qui concerne la demande formulée par la SAJ et Assucopie, celles-ci sollicitent la condamnation de Google de retirer de tous ses sites "tous les articles, photographies et représentations graphiques des requérantes", sans autre précision;

Attendu que Google estime que leur demande doit être limitée aux œuvres et auteurs clairement identifiés et à la seule interdiction de référencement dans les liens "en cache" visible, accessible au public, de [www.google.be](http://www.google.be) et au référencement sur le site [news.google.be](http://news.google.be);

Que Google propose donc, à titre subsidiaire de limiter l'ordre de cessation à l'obligation de retirer du moteur de recherche du site [www.google.be](http://www.google.be) les seuls liens en cache visible (hyperlien accessible par la mention "en cache") aux pages ou documents des auteurs dont les demanderesses en intervention volontaire justifieront qu'elles détiennent les droits ou qu'elles ont qualité pour agir en cessation d'une atteinte à ces droits;

Attendu qu'il convient effectivement de relever que la SAJ et Assucopie restent en défaut d'établir une liste précise de leurs membres; que si elles déposent des pièces quant à ce, il ressort notamment de la liste des membres d'Assucopie que celle-ci n'est pas exhaustive; qu'il est, par ailleurs, malaisé de se retrouver dans les listes des membres de la SAJ;

Qu'il peut par ailleurs être constaté que dans leurs conclusions, la SAJ et Assucopie ne font la démonstration d'aucune atteinte concrète au droit d'auteur d'un de leurs membres (ce qui comme relevé ci-avant ne les empêche pas d'agir);

Qu'il convient, enfin, de relever que leur répertoire est fluctuant;

Que dans ce contexte, la précision sollicitée par Google selon laquelle l'ordre de cessation doit être limité aux pages ou documents des auteurs dont les demanderesses en intervention justifieront qu'elles détiennent les droits se justifie;

Qu'il convient d'accompagner cette précision d'un système de notification au terme duquel il appartiendra aux intervenantes volontaires de communiquer à Google, par voie d'e-mail à l'adresse qui sera indiquée par Google, l'identification de l'œuvre en cause avec la preuve qu'elle appartient à son répertoire à charge pour Google de retirer cette œuvre dans les 24 heures de cette notification sous peine d'astreinte;

Qu'il appartiendra donc à Google de communiquer dans les 8 jours de la signification de la présente ordonnance l'adresse e-mail à laquelle devront être adressés ces notifications.

Par ces motifs,

Nous, Magerman, juge désigné pour remplacer le président du tribunal de première instance de Bruxelles;

assisté de Wansart, greffier adjoint délégué;

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Statuant contradictoirement;

Rejetant toutes conclusions autres plus amples ou contraires;

Disons qu'il y a lieu de disjoindre de la présente cause la demande formulée par la SA Pressbanking,

Réserveons à statuer quant à cette demande;



*Statuant sur l'imposition:*

Déclarer l'opposition recevable et partiellement fondée;

En conséquence, confirmons l'ordonnance dont opposition sous les seules émendations:

1. de ce qu'elle constate que les activités de Google News et l'utilisation du "cache de Google" violent les lois sur les bases de données;

Déclarons que la demande originaire de Copiepresse en ce qu'elle est fondée sur les lois sur les bases de données est irrecevable;

2. de ce que le montant des astreintes est fixé à € 1.000.000 par jour de retard en ce qui concerne la condamnation de Google à retirer de tous ses sites (Google News et "cache" Google sous quelque dénomination que ce soit) tous les articles, photographies et représentations graphiques et à € 500.000 en ce qui concerne la condamnation portant sur la publication du jugement;

Fixons le montant desdites astreintes au montant de € 25.000 par jour de retard.

*Statuant sur les demandes formulées par les intervenants volontaires:*

Donnons acte à la SCRL Société Multimédia des Auteurs des Arts Visuels (SOFAM) de ce qu'elle se désiste de son instance;

Donnons acte à la société de droit français "Société civile des Auteurs Multimédia" (SCAM) de ce qu'elle se désiste de son instance;

Donnons acte à la société Google de ce qu'elle accepte le désistement d'instance de la SCRL Société Multimédia des Auteurs des Arts Visuels (SOFAM) ainsi que de la société de droit français "Société civile des Auteurs Multimédia" (SCAM);

Déclarons la demande de la société SAJ et d'Assucopie irrecevable en ce qu'elle est fondée sur les lois sur les bases de données;

Statuant sur le surplus des demandes formulées par la société SAJ et Assucopie:

Déclarons les demandes recevables et fondées dans les limites précisées ci-après:

– constatons que Google ne peut se prévaloir d'aucune exception prévue par la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

– constatons que les activités de Google News (soit la reproduction et la communication au public de titres d'articles ainsi que de courts extraits d'articles) et l'utilisation du "cache" de Google (soit l'enregistrement accessible au public dans sa mémoire dite "cache" d'articles et documents) violent la loi relative au droit d'auteur;

– condamnons Google à retirer de tous ses sites (et plus particulièrement de Google News ainsi qu'en ce qui concerne le moteur de recherche Google web des liens en cache visible) tous les articles, photographies et représentations graphiques des auteurs dont les demandereses en intervention justifieront qu'elles détiennent les droits;

– disons qu'il appartiendra à cet égard aux demandereses en intervention de communiquer à Google, par voie d'e-mail à l'adresse qui sera indiquée par Google, l'identification de l'œuvre en cause avec la preuve qu'elle appartient à son répertoire à charge pour Google de retirer cette œuvre dans les 24 heures de la notification sous peine d'une astreinte de € 1.000 par jour de retard;

– disons qu'il appartient à Google de communiquer, dans les 8 jours de la signification de la présente ordonnance, l'adresse e-mail à laquelle les demandereses en intervention devront adresser ces notifications;

Condamnons la demanderesse en opposition aux dépens liquidés pour la SCRL Copiepresse au montant de € 121,47, pour la SOFAM, au montant de € 121,47, pour la SAJ, la SCAM et Assucopie, ensemble au montant de € 121,47 et pour elle-même à la somme de € 295,47 + € 121,47;

Réserveons les dépens de la SA Pressbanking.

(...)

## Noot

*Internet-zoekmotoren en onlinekranten: “The page cannot be found”?*G. Vandendriessche<sup>1</sup>

## INLEIDING

1. Copiepresse en Google zijn verwickeld in een geschil omtrent twee diensten van Google, namelijk Google News en de cache functie van de Google Internet-zoekmotor. Copiepresse stelde dat deze diensten de auteurs- en databasewet schonden, Google betwistte dat. Met zijn vonnis van 13 februari 2007 kende de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de vordering van Copiepresse – op verzet – grotendeels toe. Google werd opgezadeld met

een stakingsvordering die de nodige deining veroorzaakte in de wereld van de Internet-zoekmotoren. Alvorens de analyse van de belangrijkste elementen van het vonnis aan te vatten, zal de auteur eerst de toepasselijke principes van de auteurs- en databasewet toelichten, de partijen identificeren, de twee betrokken Googlediensten uitleggen, en de precedentes van de procedure schetsen.

## TOEPASSELIJKE PRINCIPES VAN DE AUTEURS- EN DATABASEWET

2. Copiepresse verwijt Google dat Google News en de Google cache functie de auteurswet en de databankwet schenden. Hierna worden kort de principes van beide wetten toegelicht.

bank onder het auteursrecht, de producenten van databanken zagen hun investering beschermd onder het *sui generis* databankrecht.

## Databankwet

3. Richtlijn 96/6/EG<sup>2</sup> betreffende de rechtsbescherming van databanken werd in de Belgische rechtsorde omgezet via twee wetten: de wet van 10 augustus 1998<sup>3</sup> en de wet van 31 augustus 1998<sup>4</sup>. Met de wet van 31 augustus 1998 (hierna “de databankwet”) werd de richtlijn omgezet, de wet van 10 augustus had enkel betrekking op aanpassingen in het Ger.W. inzake de bevoegdheid voor vorderingen op grond van de databankwet.

5. Vooraleer het *sui generis* recht bescherming geniet onder de databankwet, moet aan een vrij lange lijst voorwaarden voldaan zijn. Het moet in de eerste plaats gaan om een databank, hetzij “*een verzameling van werken, gegevens of andere zelfstandige elementen, systematisch of methodisch geordend, en afzonderlijk met elektronische middelen of anderszins toegankelijk*” (art. 2, 1° databankwet). Niet alle databanken genieten bescherming: de databank moet er één zijn waarvan “*de verkrijging, de controle of de presentatie van de inhoud in kwalitatief of kwantitatief opzicht getuigt van een substantiële investering*” (art. 3). In tegenstelling tot de auteurswet (*cf. infra*), kan niet elke betrokkene ageren op basis van het *sui generis* databankrecht. De bescherming staat enkel open voor de producent van een databank. Dit is de “*natuurlijke of rechtspersonen die het initiatief neemt tot en het risico draagt van de investering waardoor de databank ontstaan is*” (art. 2, 5°). Daarnaast kan de producent van een databank zich niet verzetten tegen elke exploitatie van zijn databank: enkel “*de opvraging en/of het hergebruik van het geheel of van een in kwalitatief of kwantitatief opzicht substantieel deel van de inhoud van de databank*” is verboden (art. 4, 1°), alsmede “*het herhaald en systematisch opvragen en/of hergebruiken van niet-substantiële delen van de inhoud van de databank indien zij strijdig zijn met een normale exploitatie van die databank of zij*”

4. Met de databankwet werd een einde gemaakt aan de juridische onzekerheid in verband met de bescherming van databanken. De wet beschermde in de eerste plaats de keuze of rangschikking van de inhoud van een databank (nl. de structuur van een databank) op basis van het *auteursrecht* indien voldaan was aan de vereiste van originaliteit (*cf. infra*). Deze bescherming werd ingevoerd in een nieuwe afdeling 4bis van de auteurswet (art. 20bis tot 20quater). Daarnaast voerde de databankwet een *sui generis recht* in dat de investering in het maken van een databank beschermd. De databankwet hield dus een dubbele bescherming in: de auteurs werden beschermd voor de structuur van een data-

<sup>1</sup> De auteur is advocaat aan de balie te Brussel.

<sup>2</sup> Europese richtlijn 96/6/EG van 11 maart 1996 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de rechtsbescherming van databanken, *PB*. L. 77, 27 maart 1996.

<sup>3</sup> Wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, *B.S.* 14 november 1998.

<sup>4</sup> Wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, *B.S.* 14 november 1998.

*ongerechtvaardigde schade toebrengen aan de rechtmatige belangen van de producent van de databank”* (art. 4, 2°). Ten slotte voorziet de databankwet nog in een aantal gevallen waarin zij geen toepassing vindt, zoals de uitzonderingen voor (1) het opvragen voor privédoeleinden, door een rechtmatige gebruiker, van een substantieel deel van de inhoud van een niet-elektronische databank, (2) het opvragen van een substantieel deel van de inhoud van een databank ter illustratie bij onderwijs of voor wetenschappelijk onderzoek, op voorwaarde dat dit verantwoord is door de nagestreefde niet-winstgevendende doelstelling, en (3) het opvragen en/of hergebruiken van een substantieel deel van de inhoud van een databank om de openbare veiligheid te waarborgen of om een administratieve of gerechtelijke procedure aan te wenden. Naast een gewone vordering voor de rechtbank van eerste aanleg, kan de producent van een databank zijn rechten onder de databank doen gelden via een stakingsvordering.

## Auteurswet<sup>5</sup>

6. Creaties van letterkunde en kunst genieten bescherming onder het auteursrecht op voorwaarde dat ze origineel zijn. De vereiste van originaliteit komt niet voor in de auteurswet maar vloeit voort uit de rechtspraak en rechtsleer. Een creatie kan enkel origineel zijn indien ze een bepaalde vorm heeft gekregen. Zo kunnen ideeën niet beschermd worden onder het auteursrecht zolang ze niet geconcretiseerd worden in een boek, een stuk muziek, een film, etc. Een creatie is origineel wanneer zij de stempel draagt van haar auteur. De beoordeling van de originaliteit van een werk is dan ook een subjectieve aangelegenheid vermits men hiervoor moet nagaan of het werk getuigt van de persoonlijkheid, ideeën, gevoelens, gevoeligheid of bijzonder ontwerp van de auteur. Door de band genomen legt de rechtspraak de lat van de originaliteitsvereiste niet al te hoog. Een werk wordt vrij snel als origineel beschouwd. De bescherming onder de auteurswet is niet onderworpen aan enig vormvereiste: het auteursrecht vindt toepassing van zodra het werk bestaat. Onder de auteurswet wordt een onderscheid gemaakt tussen de vermogensrechten (art. 1 § 1 auteurswet) en de morele rechten van een auteur (art. 1 § 2).

7. De vermogensrechten zijn in feite de exclusieve bevoegdheid van een auteur om zijn werk te exploiteren. De vermogensrechten zijn exclusief in die zin dat alle exploitatiehandelingen van een werk in principe aan de toestemming van de betrokken auteur zijn onderworpen. Vermogensrechten worden opgedeeld in twee categorieën. Een eerste categorie is het reproductierecht, de tweede het openbare mededelingsrecht. De eerste categorie omvat het recht om het

werk te verveelvoudigen (reproductierecht), te vertalen (vertalingsrecht), te bewerken (adaptatierecht), alsmede de bevoegdheid om bepaalde bestemmingen van de in de handel gebrachte reproducties te verbieden (bestemmingsrecht, met het distributie-, invoer-, leen-, verhuur- en tentoonstellingsrecht als toepassingen hiervan). Het recht van mededeling aan het publiek is de tweede categorie van vermogensrechten die elke publieke uitvoering of mededeling, ongeacht het toegepaste procédé, onderwerpt aan de toestemming van de auteur. Vermogensrechten kunnen worden overgedragen.

8. De morele rechten van een auteur behelzen het recht om het werk in de openbaarheid te brengen (divulgatierecht), het recht om enkel zijn naam verbonden te zien met het werk (vaderschapsrecht), het recht op eerbied voor het werk (integriteitsrecht, waaronder het recht zich te verzetten tegen elke verminking, wijziging of aantasting van zijn werk) en het recht op toegang tot zijn werk (recht van toegang). Morele rechten zijn niet overdraagbaar en de globale afstand van hun toekomstige uitoefening is niet mogelijk.

9. Voor elke exploitatie van een auteursrechtelijk beschermd werk dat verband houdt met één van de vermogensrechten, moet de auteur in principe zijn toestemming verlenen. Inzake contracten m.b.t. auteursrechten geldt een principiële contractuele vrijheid. Ten aanzien van de auteur (en niet ten opzichte van andere rechthebbenden) moet de toestemming schriftelijk worden bewezen (art. 3 § 1).

10. Voor sommige handelingen die de vermogensrechten betreffen, is geen toestemming vereist. Het betreft de uitzonderingen op de vermogensrechten, die in artikelen 21 en volgende van de auteurswet worden behandeld. De uitzonderingen relevant voor de geannoteerde zaak zijn het citaatrecht, de actualiteitsverslaggeving en de tijdelijke technische kopie. Voor de toepassing van de uitzondering van het citaatrecht (art. 21 auteurswet), moet minstens één van de vereiste bestemmingen (kritiek, polemiek, recensie, onderwijs of wetenschappelijke werkzaamheden) voorhanden zijn *en* moeten de eerlijke beroepsgebruiken worden nageleefd. Daarnaast moet het citaat de bron en de naam van de auteur vermelden, tenzij dit niet mogelijk blijkt. De tweede relevante uitzondering is deze voor actualiteitsinformatie (art. 22 § 1 auteurswet). Dit behelst het maken van een verslag over actuele gebeurtenissen waarin korte fragmenten van krantenartikelen en integrale foto's worden gereproduceerd en meegedeeld aan het publiek met het oog op de informatie. Ook voor deze uitzondering moet de bron, waaronder de naam van de auteur, worden vermeld, tenzij dit niet mogelijk blijkt. De laatste relevante uitzondering, ingevoerd door de wet van 22 mei 2005<sup>6</sup>, is deze van de tijdelijke tech-

<sup>5</sup> Wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, *B.S.* 27 juli 1994.

<sup>6</sup> Wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, *B.S.* 27 mei 2005, p. 32.031.

nische kopie. Onder deze uitzondering zijn tijdelijke reproductiehandelingen van voorbijgaande of bijkomstige aard die een integraal en essentieel onderdeel vormen van een technisch procédé, niet onderworpen aan de voorafgaandelijke toestemming van de auteur, op voorwaarde dat (1) deze handelingen enkel worden toegepast<sup>7</sup> met als enig doel (a) de doorgifte van een beschermd werk in een netwerk tussen derden door een tussenpersoon, of (b) een rechtmatig gebruik van een beschermd werk, en (2) deze handelingen geen zelfstandige economische waarde bezitten. Richtlijn 2001/29/EG<sup>8</sup> verwijst in haar considerans 33 naar *browsing* en *caching* als voorbeelden van de uitzondering voor tijdelijke technische kopie, "... op voorwaarde dat de tussenpersoon de informatie niet modificeert en niet intervenueert bij het alom erkende en in de bedrijfstak gangbare rechtmatig gebruik van technologie voor het verkrijgen van gegevens over het gebruik van informatie".

**11.** Alle bovenvermelde uitzonderingen moeten bovendien de drie-stappen-toets (*triple test*) doorstaan. Deze toets, die reeds bestond op internationaal vlak<sup>9</sup>, werd door richtlijn 2001/29/EG bevestigd. De drie-stappen-toets bepaalt dat alle uitzonderingen onder het auteursrecht steeds aan de volgende voorwaarden moeten voldoen: (1) de uitzonderingen mogen slechts in bepaalde bijzondere gevallen worden toe-

gepast, (2) er mag geen afbreuk worden gedaan aan de normale exploitatie van werken of ander materiaal, en (3) de wettige belangen van de rechthebbende mogen niet onredelijk worden geschaad. De Belgische wetgever besliste de drie-stappen-toets niet om te zetten in de Belgische rechtsorde, maar preciseerde wel dat deze toets als richtsnoer kan gelden voor hoven en rechtbanken bij de toepassing van de auteurswet<sup>10</sup>.

**12.** De auteurswet laat toe (art. 65 e.v.) dat vennootschappen de onder de auteurswet erkende rechten innen of verdeelen voor rekening van verschillende rechthebbenden. Dergelijke beheersvennootschappen moeten echter vergund zijn door de bevoegde minister en kunnen enkel handelen conform hun statuten. Zij kunnen ook in rechte optreden met het oog op de verdediging van de rechten die zij conform hun statuten beheren.

**13.** Naast een gewone vordering bij de rechtbank van eerste aanleg, staat er in verband met de auteurswet ook een stakingsvordering open voor elke betrokkene, waaronder bijvoorbeeld ook de beheersvennootschappen voor auteursrechten (art. 87 § 1). Schendingen van de auteurswet zijn ook strafrechtelijk gesanctioneerd als misdrijf van namaaking.

## PARTIJEN

**14.** Copiepresse CVBA, eiseres, is een beheersvennootschap voor auteursrechten van de Franstalige en Duitstalige pers in België<sup>11</sup>. Ze werd hiertoe krachtens ministerieel besluit gemachtigd<sup>12</sup>. Copiepresse heeft onder meer de kranten *La Libre Belgique*, *Le Soir*, *La Dernière Heure/Les Sports* en *L'Echo* onder haar vleugels.

**15.** Naast Copiepresse stelden nog een aantal andere partijen – in tussenkost – een vordering in tegen Google. Op één na (Pressbanking<sup>13</sup>) waren de tussenkostende partijen allen beheersvennootschappen voor auteursrechten

(SOFAM<sup>14</sup>, SAJ<sup>15</sup>, SCAM<sup>16</sup> en Assucopie<sup>17</sup>). Vermits de vordering van de tussenkostende partijen identiek is aan deze van Copiepresse, wordt in deze noot enkel verwezen naar de vordering van Copiepresse.

**16.** Google Inc., verweerster, baat de gelijknamige Internet-zoekmotor uit<sup>18</sup>. Naast haar zoekmotor biedt Google ook nog een reeks aanverwante of extra diensten en functionaliteiten aan, waarvan Google News en de cache functie Google er twee zijn.

<sup>7.</sup> In art. 21 § 3 van de auteurswet staat: "... van een technisch procédé dat wordt toegepast...". Wij hebben dit richtlijnconform weergegeven vermits art. 5, 1° richtlijn 2001/29/EG spreekt van de "... reproductiehandelingen... die worden toegepast...".

<sup>8.</sup> Richtlijn 2001/29/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, *PB*. L. 167/10.

<sup>9.</sup> Art. 9, 2<sup>de</sup> lid van de Conventie van Bern van 9 september 1886 en art. 13 van de TRIPS-Overeenkomst van 15 april 1994.

<sup>10.</sup> *Parl. St.* Kamer 2003-04, nr. 1137/013, p. 15.

<sup>11.</sup> <http://www.copiepresse.be>.

<sup>12.</sup> Ministeriële besluiten van 14 februari 2000 en 20 juni 2003 overeenkomstig art. 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende de auteurs- en naburige rechten, *B.S.* 10 maart 2000 resp. 14 augustus 2003.

<sup>13.</sup> Pressbanking is een betalende elektronische databank voor krantenberichten.

<sup>14.</sup> SOFAM is de beheersmaatschappij voor auteursrechten gespecialiseerd in de visuele kunsten. SOFAM trok haar vordering in ingevolge een akkoord gesloten met Google.

<sup>15.</sup> SAJ-JAM is de "Journalisten Auteursrechten Maatschappij".

<sup>16.</sup> SCAM is de auteursrechtvereniging die auteurs vertegenwoordigt in de audiovisuele en radiodocumentaire sector, voor literatuur, geschriften, beelden, illustraties en foto's, wetenschappelijke en pedagogische werken en voor multimedia non-fictie. SCAM trok haar vordering in ingevolge een akkoord gesloten met Google.

<sup>17.</sup> Assucopie is de beheersvennootschap voor de reprografierechten van de onderwijs-, universitaire en wetenschappelijke auteurs.

<sup>18.</sup> De zoekmotor is beschikbaar in verschillende versies: <http://www.google.com>, <http://www.google.be>, <http://www.google.fr>, <http://www.google.nl> etc.

## GOOGLE NEWS EN DE CACHE FUNCTIE VAN GOOGLE

17. In de geannoteerde zaak richtte Copiepresse haar pijlen op Google News en de mogelijkheid die Google bood om webpagina's die geïndexeerd worden in de zoekresultaten van de Google Internet-zoekmotor, weer te geven via de "in cache" hyperlink. Alvorens deze twee diensten toe te lichten, wordt eerst kort uitgelegd wat een Internet-zoekmotor is.

### Internet-zoekmotor

18. Het Internet bevat een massa aan informatie. Vandaag schat men dat er ongeveer 11,5 miljard webpagina's bestaan op het World Wide Web (WWW). Elke webpagina kan nog eens één of meerdere documenten bevatten. In 2001 bedroeg het aantal documenten toegankelijk via het World Wide Web 550 miljard, een cijfer dat vandaag ongetwijfeld een stuk hoger ligt<sup>19</sup>. Om een weg te vinden in dit grenzeloze oerwoud aan informatie, kan een surfer beroep doen op Internet-zoekmotoren. Zonder Internet-zoekmotoren is het quasi onmogelijk om op het Internet informatie te vinden, tenzij de surfer op voorhand de volledige URL<sup>20</sup> van een webpagina van buiten zou kennen waar hij zijn informatie kan terugvinden.

19. Een Internet-zoekmotor zet een geheel van software en hardware in om zoveel mogelijk informatie aanwezig op het Internet op volledig automatische wijze te indexeren. Het stuk software (meestal de zoekrobot of afgekort *bot* genoemd), schuimt het Internet af en maakt op basis van de inhoud van de aangetroffen webpagina's een index op van trefwoorden en de daarmee overeenstemmende URL's van webpagina's waar deze trefwoorden voorkomen. De zoekrobot van de Internet-zoekmotor van Google, nl. de Googlebot, onderscheidt zich van andere Internet-zoekmotoren in de zin dat hij niet enkel indexeert op inhoud, maar ook op de betrekkelijke populariteit van een webpagina. Indien meerdere webpagina's aan de hand van een hyperlink verwijzen naar één en dezelfde andere webpagina, zal de Googlebot deze laatste webpagina als belangrijker beschouwen dan webpagina's met dezelfde inhoud waarnaar op andere webpagina's niet of minder wordt verwezen. De index die een zoekrobot aldus opbouwt, wordt op hardware opgeslagen en bewaard voor consultatie door de Internetsurfer onder de vorm van zoekresultaten.

20. Internetsurfers kunnen informatie op Internet opzoeken door trefwoorden in de tikken in de zoekbalk van een Internet-zoekmotor. De Internet-zoekmotor geeft vervolgens een lijst met zoekresultaten. In de zoekresultaten worden de webpagina's vermeld die de internaut kan consulteren in verband met het door hem gezochte trefwoord. De zoekresultaten verschijnen onder de volgende vorm: (1) titel van de webpagina, (2) eerste lijnen van de webpagina (3) URL onder de vorm van een *deeplink*<sup>21</sup>, en (4) de vermelding van een in cache hyperlink. Al naargelang de Internet-zoekmotor worden soms hyperlinks met vermeldingen zoals "Gelijkwaardige pagina's" (bv. Google) of "Meer pagina's van deze site" (bv. Yahoo en Altavista) toegevoegd.

21. Het gebruik van Internet-zoekmotoren is gratis. Sommige zoekmotoren financieren hun werking via reclame (banners) op de homepage van de Internet-zoekmotor. De Google Internet-zoekmotor maakte geen voorwerp uit van de vordering van Copiepresse.

### De cache functie van de Google Internet-zoekmotor

22. De cache functie van de Google Internet-zoekmotor (hierna "de Google cache functie") laat een internaut toe om in de zoekresultaten een kopie van de webpagina op te vragen zoals die bestond op het moment dat de Googlebot de betrokken webpagina indexeerde. Hiervoor neemt Googlebot tijdens zijn indexeringswerkzaamheden een kopie van elke bezochte webpagina. Deze kopies worden bewaard door Google en bij een volgende bezoek van de Googlebot aan de desbetreffende webpagina, geüpdatet. In haar lijst met zoekresultaten geeft Google op de eerste plaats een hyperlink naar de onlineversie van de geïndexeerde webpagina. Daarnaast geeft Google een hyperlink naar de *kopie* (de "cache versie") van de betrokken webpagina (dit is mogelijk via het aanklikken van de hyperlink "in cache" onderaan in elk zoekresultaat). Indien een internaut op de "in cache" hyperlink klikt, krijgt hij de versie van de geïndexeerde webpagina te zien zoals deze bestond op het ogenblik dat de betrokken pagina werd bezocht en geïndexeerd door de Googlebot. De weergave van de cache versie van een geïndexeerde webpagina wordt steeds voorafgegaan door een bericht van Google dat de weergegeven webpagina enkel

<sup>19</sup>. Bron: <http://www.wikipedia.com>.

<sup>20</sup>. URL staat voor *Unique Resource Locator*, namelijk het exacte en unieke adres van een webpagina op het Internet. Een URL start met "http://" en kan soms door de aaneenschakeling van allerhande letters, cijfers en leestekens behoorlijk lang en onleesbaar worden. Bv.: [http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv\\_pub/index\\_n.htm](http://www.ejustice.just.fgov.be/tsv_pub/index_n.htm) is de URL van de officiële referentiedatabank voor rechtspersonen van het *Belgisch Staatsblad*.

<sup>21</sup>. Dit betekent dat de internaut op een zoekresultaat kan klikken om rechtstreeks (d.w.z. zonder te passeren via de homepage van de betrokken website) op de betrokken webpagina te belanden.

een cache versie is<sup>22</sup>. Zoals het gebruik van de Google-zoekmotor, is de Google cache functie gratis. De cache functie wordt eveneens aangeboden door andere zoekmotoren<sup>23</sup>.

23. De achterliggende bedoeling van het aanbieden van de Google cache functie is driedelig<sup>24</sup>. In de eerste plaats wensen zoekmotoren dat een internaut steeds *iets* te zien krijgt als hij een zoekresultaat selecteert, of dat hij het geselecteerde zoekresultaat *sneller* te zien krijgt (“*archival copies*”). Het gebeurt namelijk dat een webpagina die geïndexeerd wordt door een zoekmotor, op het moment van consultatie via de zoekresultaten niet of slechts na lang wachten bereikbaar is. Dit kan verscheidene oorzaken hebben: de server waarop de webpagina gehost wordt, is (tijdelijk) niet operationeel, de webpagina werd tussen het moment van indexering door de zoekrobot en verschijning in de zoekresultaten offline gehaald, tijdens diezelfde periode werd de URL van de webpagina gewijzigd (waardoor het klikken op het zoekresultaat een foutmelding geeft), het WWW-verkeer op de plaats waar de betrokken server zich bevindt, ondervindt problemen etc. Zonder de Google cache functie zou in al deze gevallen de via de zoekresultaten gevonden webpagina niet te consulteren zijn of zeer traag binnenkomen. De Google cache functie laat toe dat de internaut terugvalt op de kopie die de zoekrobot van de webpagina nam ten tijde van de indexering. In tweede instantie laat de Google cache functie toe dat internauten de onlineversie en de cache versie van een webpagina vergelijken (“*web page comparisons*”). Op deze wijze kan men nagaan hoe een webpagina recent werd gewijzigd: het volstaat de onlineversie van een webpagina te vergelijken met de versie van dezelfde webpagina die via de Google cache functie toegankelijk is. Ten slotte worden de

zoektermen die een internaut heeft ingegeven in de zoekmotor, opgelicht in de cache versie van de betrokken webpagina (“*identification of search query terms*”). Zo kan een internaut zien hoe en op welke wijze de betrokken webpagina verband houdt met de door hem gekozen trefwoorden.

24. Caching is geen techniek die exclusief door zoekmotoren wordt gehanteerd. Ook *internet service providers* en zelfs *personal computers*<sup>25</sup> maken gebruik van de *caching* techniek.

## Google News

25. Google News is een website beheerd door Google<sup>26</sup> waarop een verzameling van nieuwsbronnen staat. De nieuwsbronnen zijn hyperlinks naar berichten op andere websites (meestal onlinekrantenartikelen). De hyperlinks op Google News zijn *deep links*: indien men erop klikt, komt men rechtstreeks op de webpagina terecht van de website waar het betrokken krantenartikel gepubliceerd is. De nieuwsbronnen worden weergegeven onder de volgende vorm: (1) de titel van het krantenartikel, (2) de eerste lijnen van het krantenartikel, (3) desgevallend een verkleinde versie van de foto die naast het krantenartikel staat, (4) de naam van de onlinekrant of website waarnaar wordt gelinkt, en (5) een aantal hyperlinks naar andere websites waar berichtgeving over hetzelfde onderwerp kan worden geconsulteerd. Het gebruik van Google News is gratis. Ook andere websites bieden gelijkaardige nieuwsdiensten aan<sup>27</sup>.

## PRECEDENTEN

26. Begin 2006 lanceerde Google haar Google News dienst in België. Eén maand later leidde Copiepersse een éézijdig verzoekschrift in teneinde een beschrijvende maatregel te bekomen. De Brusselse beslagrechter kende het verzoekschrift toe en stelde een gerechtsdeskundige aan. Nadat

de deskundige zijn rapport had neergelegd, leidde Copiepersse in de zomer van 2006 een stakingsvordering in op grond van artikel 87 van de auteurswet *juncto* artikel 587, 7° Ger.W. Google daagde niet op en de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel sprak op 5 september 2006

22. Voor de homepage van het *Tijdschrift voor Belgisch Handelsrecht* luidt de *cache notice* als volgt:

“Dit is een versie van <http://www.rdc-tbh.be/> zoals opgeslagen in het cachegeheugen van **Google** op 31 dec 2006 17:23:41 GMT.

**Google's** cache is de momentopname die we van deze pagina hebben gemaakt toen we het web doorzochten.

De pagina kan ondertussen gewijzigd zijn. Klik hier voor de huidige pagina zonder selectie.

Deze in cache opgeslagen pagina bevat mogelijk koppelingen naar afbeeldingen die niet meer beschikbaar zijn. Klik hier voor de in cache opgeslagen tekst. Gebruik de volgende URL om deze pagina aan je Favorieten toe te voegen of ernaar te linken: <http://www.google.com/search?q=cache:VhyD1u3wnXMJ:www.rdc-tbh.be/+tbh&hl=nl&ct=clnk&cd=3>.

Google heeft geen banden met de auteurs van deze pagina en is niet verantwoordelijk voor de inhoud ervan”.

23. Bv. door de zoekmotor van Yahoo. Yahoo laat de gecachte versies van de door haar geïndexeerde webpagina's eveneens voorgaan door een *cache notice*. De *cache notice* van Yahoo verwijst zelfs naar de kopieën van de betrokken webpagina zoals opgeslagen door *Internet Archive*, een organisatie die een digitale bibliotheek aanlegt van al hetgeen er op het Internet aanwezig is.

24. Zie het vonnis in de zaak *Blake A. Field/Google Inc.*, 12 januari 2006, United States District Court, District of Nevada, p. 4, consulteerbaar via [http://www.eff.org/IP/blake\\_v\\_google/google\\_nevada\\_order.pdf](http://www.eff.org/IP/blake_v_google/google_nevada_order.pdf).

25. In een *personal computer* worden er bijvoorbeeld cache kopies bijgehouden op het niveau van de microprocessor, de harde schijf en de *browser*.

26. Voor België is Google News terug te vinden op <http://news.google.be>.

27. Bv. op <http://www.yahoo.com> en <http://www.krantenkoppen.be>.

een verstekvonnis uit. In dit vonnis stelde de voorzitter vast dat Google News en de Google cache functie een inbreuk uitmaakten op de auteurs- en databasewet. Hij beval Google alle artikelen, foto's en grafische voorstellingen van de leden van Copiepresse te verwijderen van alle Google sites op straffe van een – heuse – dwangsom van 1.000.000 euro per dag vertraging. Daarnaast beval hij Google om het verstekvonnis te publiceren op de websites news.google.be en google.be op straffe van een dwangsom van 500.000 euro per dag vertraging. Google tekende op 8 september 2006

verzet aan. Het verzet werd in twee fasen behandeld. In een eerste fase trachtte Google de publicatiemaatregel te doen opheffen. De voorzitter hield het echter bij zijn aanvankelijk oordeel en bevestigde op 22 september 2006 de opgelegde publicatiemaatregel. In de tweede fase van het verzet werd de grond van de zaak behandeld. Dit gaf aanleiding tot het geannoteerde vonnis op verzet. Inmiddels kondigde Google publiekelijk aan dat ze het geannoteerde vonnis op verzet zal aanvechten in beroep.

## BESPREKING

### Vordering van Copiepresse

27. Copiepresse voerde aan dat Google, ten behoeve van haar activiteiten Google News en de Google cache functie, overging tot de reproductie en mededeling aan het publiek van (een deel van) de werken waarvan Copiepresse de rechten beheerde. Deze exploitatiehandelingen van de vermogensrechten werd zonder de toestemming van de betrokken auteurs of hun rechthebbenden (zoals Copiepresse) gesteld, toestemming die volgens Copiepresse vereist was. Copiepresse vroeg de voorzitter vast te stellen dat de activiteiten van Google News en het gebruik van de “cache” van Google een schending uitmaakten van de auteurs- en databankwet, en wenste Google veroordeeld te zien tot de terugtrekking, op alle sites van Google (Google News en “cache” Google onder welke benaming ook), van alle artikelen, foto's en grafische voorstellingen van de leden van Copiepresse.

### Bevoegdheid en belang

28. Vooraleer het debat ten gronde te voeren, wierp Google een aantal excepties op. Copiepresse vroeg de voorzitter vast te stellen dat de activiteiten van Google News en het gebruik van de Google cache functie de auteurs- en databasewet schenden. In haar verweer stelde Google dat de voorzitter enkel bevoegd was om te oordelen over een *specifieke* schending van het auteursrecht, en niet om de staking te bevelen van een schending van de auteurswet *in het algemeen*. De voorzitter wees de exceptie van onbevoegdheid af en stelde dat de formulering van het stakingsbevel toeliet om de auteursrechtelijke werken te bepalen waarop de beweerdelijke namaak sloeg, nl. de artikelen, foto's en grafische voorstellingen van de leden van Copiepresse. Google stelde ook het belang van Copiepresse in vraag omdat er geen enkele auteur onder de eisers te vinden was. Ook deze exceptie achtte de rechter ongegrond. Hij stelde dat Copiepresse en de andere tussenkomende partijen op basis van artikel 87 van de auteurswet en hun respectievelijke statuten, het vereiste belang hadden om in rechte de belangen van hun leden te verdedigen.

29. De voorzitter ging wel in op het verweer van Google dat de vordering van Copiepresse onontvankelijk was in de mate dat ze gesteund was op de wet van 10 augustus 1998. Deze wet bevat de bevoegdheidsgrond voor stakingsvorderingen in verband met inbreuken op het *sui generis* recht van de producenten van databanken. Omdat vorderingen op grond van het *sui generis* databankrecht niet open staan voor beheersvennootschappen of andere betrokkenen, maar enkel voor producenten van databanken, besloot de voorzitter tot de onontvankelijkheid van de vordering van Copiepresse. Hiermee hervormde de voorzitter het verstekvonnis waarin de vordering van Copiepresse op grond van de databankwet wél onontvankelijk en gegrond was bevonden.

30. Terloops kan worden opgemerkt dat beheersvennootschappen niet alleen geen stakingsvordering kunnen instellen op grond van *sui generis* databankrechten, ze kunnen bovendien deze rechten ook niet beheren. Op grond van artikel 65 van de auteurswet kunnen beheersvennootschappen immers enkel de rechten beheren en innen die door de auteurswet erkend worden. Het *sui generis* databankrecht van de producent van een databank is geen recht erkend door de auteurswet, maar door de databankwet.

31. Indien niet Copiepresse maar de kranten zelf in hun hoedanigheid van producent van een databank de vordering tegen Google op grond van de databankwet hadden ingesteld, zou deze vordering overigens nog een interessante discussie opgeleverd hebben. Om van de bescherming onder de databankwet te kunnen genieten, zouden de kranten moeten hebben aantonen dat een krantenwebsite een databank is in de zin van de databankwet waarvan de verkrijging, de controle of de presentatie van de inhoud in kwalitatief of kwantitatief opzicht getuigt van een substantiële investering. Daarnaast zouden de kranten de rechtbank moeten hebben overtuigen dat Google News en/of de Google cache functie neerkomt op, ofwel, de opvraging of het hergebruik van het geheel of van een in kwalitatief of kwantitatief opzicht substantieel deel van de inhoud van de betrokken databank, ofwel, het herhaald en systematisch opvragen of hergebruiken van niet-substantiële delen van de inhoud van de data-

bank dat strijdig is met de normale exploitatie van die databank of die ongerechtvaardigde schade toebrengt aan de rechtmatige belangen van de producent van de databank. Een ruime bewijslast, die de kranten in de zaak "*kranten.com*"<sup>28</sup> alvast niet konden leveren. In deze Nederlandse zaak stelden een reeks kranten het hergebruik door de website *kranten.com* van de titels en titellijstjes van krantenartikelen die zij online publiceerden, aan de kaak. De president in kort geding van de rechtbank van Rotterdam oordeelde dat de publicatie van titels en titellijsten van krantenartikelen op verschillende krantenwebsites geen substantiële investering uitmaakte. Van enige kwalitatieve investering kon geen sprake zijn: de titels en titellijsten waren bijzaak vermits ze afkomstig waren van de artikelen die eveneens in de papieren kranten werden gepubliceerd. Ook meende de Nederlandse rechter dat er geen kwantitatieve investering voorhanden was omdat slechts 7 medewerkers betrokken waren bij elke krantenwebsite, hetgeen getalsmatig verwaarloosbaar was t.o.v. het totaal aantal mensen dat voor elk van de betrokken kranten werkzaam was. Zelfs indien men elk van de betrokken krantenwebsites *in hun geheel* als een databank beschouwde (d.w.z. de combinatie van de homepage en alle daarachter liggende webpagina's met berichten en artikelen), meende de Nederlandse rechter dat er nog geen schending van de Nederlandse databankwet voorhanden was. Het opvragen en hergebruiken van titellijstjes was volgens hem niet aan te merken als het opvragen of hergebruiken van een in kwalitatief of kwantitatief opzicht substantieel deel van de inhoud van de databank dat in strijd was met de normale exploitatie van een databank of ongerechtvaardigde schade toebrengt aan de belangen van de betrokken krantenwebsites. De rechter stelde zelfs dat de *kranten.com* website een "aanzuigende werking" zou hebben voor de bezoekersaantallen van de krantenwebsites wiens titellijstjes werden overgenomen (bij het aanklikken van een titel op *kranten.com* kwam men via een *deep link* op het krantenartikel op de website van de krant die het artikel had gepubliceerd).

### Het bestaan van auteursrechtelijk beschermde werken

32. Google voerde aan dat Copiepresse noch de werken identificeerde die werden geplagieerd, noch de auteurs van deze werken aanduidde, noch concrete auteursrechtelijke inbreuken aantoonde op werken waarvoor zij de auteursrechten beheerde. De rechtbank bracht in herinnering dat artikel 18, 2° Ger.W. ook van toepassing is inzake stakingsvorderingen en dat stakingsvorderingen in essentie een preventief karakter hebben. Ook meende de rechter dat de wet niet verbiedt dat een stakingsbevel naar de toekomst andere

werken viseert dan de werken waarop tot dan een inbreuk werd gepleegd. Stakingsbevelen zijn er immers op gericht een einde te stellen aan een *soort van praktijk* waarvan de vastgestelde inbreuk *één bepaald geval* is. De rechter stelde vervolgens vast dat het deskundigenrapport bevestigde dat op Google News en via de Google cache functie persartikelen van Copiepresse-leden aanwezig waren. Hieruit leidde de rechter af dat Google de persartikelen van de Copiepresse-leden indexeerde. Volgens de rechter was het overigens weinig betwistbaar dat er een reëel gevaar bestond dat de rechten van de leden van Copiepresse werden geschonden: de Google Internet-zoekmotor besloeg in principe het volledige WWW en Google News putte volgens de eigen verklaringen van Google uit 500 Franstalige nieuwsbronnen. Voor de rechtbank was dit een voldoende bewijs van het bestaan van auteursrechtelijke inbreuken.

33. Omdat enkele tussenkomende partijen geen concrete auteursrechtelijke inbreuken hadden aangetoond en geen volledige ledenlijst hadden neergelegd, aanvaardde de rechter wél het verweer van Google. Hij besloot dat deze partijen eerst het betrokken werk dienden te identificeren én bewijs dienden voor te leggen dat zij konden optreden, waarna Google binnen de 24 uur de betrokken inhoud diende ontoegankelijk te maken. Dit doet denken aan een arrest van het hof van beroep te Brussel<sup>29</sup>, waarin eveneens een soortgelijke "*notice and takedown*" procedure werd uitgewerkt in een geschil omtrent hyperlinks naar websites die illegale mp3-bestanden bevatten.

### Schending van de vermogensrechten en de Google cache functie

34. De rechter stelde vast dat Google overging tot een reproductie van auteursrechtelijk beschermde werken omdat Google zelf een kopie nam van elke geïndexeerde webpagina en deze op haar servers plaatste. Vervolgens deelde Google deze reproductie mee aan het publiek: Google stelde op haar website (nl. de webpagina met zoekresultaten) de cache kopie via de "in cache" hyperlink ter beschikking aan elke internaut die hierop klikte. Google voerde aan dat zij enkel de HTML-code<sup>30</sup> van de gecachte webpagina's kopieerde en dat de internaut zelf de materiële daad van reproductie pleegde. In verband met de mededeling aan het publiek meende Google dan weer dat zij slechts een installatie ter beschikking stelde aan de internaut waarmee zij geen publieke mededeling deed maar dit enkel *mogelijk* maakte. Beide verweermiddelen vonden geen gehoor bij de voorzitter. De reproductie gebeurde door Google en werd op de server van Google gestockeerd. Het gegeven dat de reproductie

<sup>28</sup>. Rb. Rotterdam 22 augustus 2000, *Mediaforum* 2000, nr. 61, eveneens consulteerbaar via <http://www.ivir.nl/rechtspraak/kranten.com.html>.

<sup>29</sup>. Brussel 13 februari 2001, *Computerrecht* 2001-3.

<sup>30</sup>. HTML staat voor Hypertext Markup Language. Dit is de programmeertaal waarin de broncode van webpagina's wordt geschreven.



plaatsvond op het niveau van de HTML-code, was volgens de voorzitter zonder belang omdat de HTML-code enkel de voor de computer leesbare versie van een webpagina is. Ook de mededeling aan het publiek gebeurde door Google: zij maakte de “in cache” hyperlink op haar eigen website aan en stelde de cache kopie ter beschikking van de internaut wanneer deze de hyperlink aanklikte. De voorzitter concludeerde dat Google derhalve de auteur was van zowel reproductie als mededeling aan het publiek.

35. Het geannoteerde vonnis lijkt zich hiermee niet uit te spreken over de reproductie van webpagina's als integraal deel van het technisch procédé van het indexeren van webpagina's. Volgens de verklaringen van Google, zoals weergegeven in het geannoteerde vonnis, nam de Googlebot altijd een kopie van elke webpagina teneinde het technisch proces van het indexeren eenvoudiger te laten verlopen<sup>31</sup>. De voorzitter erkende dat deze kopie in de eerste plaats integraal deel uitmaakte van het technisch procédé van indexering, doch merkte op dat Google deze kopie ook aanwendde voor een ander doeleinde dan het technische indexeringsprocédé, nl. een mededeling aan het publiek. Het was de combinatie van reproductie *en (sic)* mededeling aan het publiek die de rechter deed besluiten tot het toekennen van de stakingsvoordering m.b.t. de Google cache functie. De loutere reproductie van webpagina's werd hierbij niet aan de kaak gesteld. Dit wordt bevestigd door twee overwegingen in het geannoteerde vonnis. In verband met de cache functie hekelde de voorzitter het feit dat de persartikelen van Copiepresse-leden die enkel consulteerbaar waren mits registratie of betaling, gratis en zonder enige beperking beschikbaar bleven via de Google cache functie<sup>32</sup>. Hiermee werd de mededeling aan het publiek geïllustreerd, de rechtbank leek zich niet te storen aan de loutere reproductie van deze persartikelen. Onder hoofdstuk 8 van het geannoteerde vonnis stelde de voorzitter zelfs expliciet dat de loutere tijdelijke reproductie van webpagina's in het kader van het technisch procédé van indexering, niet in vraag werd gesteld.

36. De vraag of de enkele reproductie van webpagina's in het kader van het technisch procédé van indexering toegelaten is onder de auteurswet, laat het geannoteerde vonnis dus onbeantwoord. Deze vraag was ook niet aan de orde: ze heeft

immers betrekking op de werking van de (Google) Internetzoekmotor die niet het voorwerp uitmaakte van het geschil. Nochtans lijkt de reproductie in het kader van het technisch procédé van indexering eveneens een exploitatiehandeling uit te maken waarvoor in principe de voorafgaandelijke toestemming van de auteurs(rechthebbende) is vereist. Een mogelijke oplossing voor deze problematiek dient zich aan in de uitzondering voor de tijdelijke technische kopie. Het geannoteerde vonnis effende reeds het pad voor de toepassing van deze uitzondering. De voorzitter gebruikte terminologie die veel gelijkenis vertoont met deze gehanteerd in de uitzondering voor de technische tijdelijke kopie. Zo heeft het geannoteerde vonnis het onder meer over “*cette reproduction fait partie intégrante du procédé technique de l'indexation des pages*” en over “*stockage temporaire de la page en cache, stockage nécessaire à l'indexation de cette page*”.

37. Google riep de uitzondering van de tijdelijke technische kopie overigens niet in ter verantwoording van de Google cache functie. Nochtans lijkt een beroep op deze uitzondering (art. 21 § 3 auteurswet) voor de hand te liggen. Deze uitzondering werd immers specifiek ingevoerd voor de toepassing van het auteursrecht in de informatiemaatschappij (zoals het Internet). Bovendien verwijst considerans 33 van richtlijn 2001/29/EG, richtlijn die de lidstaten oplegde om de uitzondering voor de tijdelijke technische kopie om te zetten, *expressis verbis* naar *browsing* en *caching* als voorbeelden van de uitzondering voor de tijdelijke technische kopie<sup>33</sup>. Waarmee niet gezegd is dat de Google cache functie sowieso aan alle toepassingsvoorwaarden van deze uitzondering zou voldoen. Zo mag de Google cache functie bijvoorbeeld geen “*zelfstandige economische waarde*” bezitten. De Google cache functie is een dienst of functionaliteit en heeft dus, ondanks haar gratis karakter, een zekere toegevoegde waarde. Impliceert deze toegevoegde waarde automatisch een “*zelfstandige economische waarde*”? Het antwoord op deze vraag is niet eenvoudig, vooral omdat het begrip “*zelfstandige economische waarde*” niet gedefinieerd is en bovendien enigszins in strijd lijkt met de techniek van *caching* zelf. *Caching* wordt immers doorgaans toegepast om snelheid of bandbreedte te winnen: men plaatst een kopie in een cache geheugen omdat men hiertoe sneller toegang kan hebben dan tot het origineel. Zo heeft het gebruik

<sup>31</sup>. Google neemt een kopie van de te indexeren webpagina in het kader van haar indexeringswerkzaamheden. Dit heeft twee redenen. Indien Google de onlineversie van een webpagina zou gebruiken, zou dit overbodig verkeer veroorzaken naar de onlinewebpagina. Ook zou een wijziging van de onlinewebpagina tijdens de indexeringswerkzaamheden, een correct indexeringsproces in de weg staan.

<sup>32</sup>. Sommige Copiepresse-leden “verhuisden” immers na enige tijd gratis consulteerbare persartikelen naar een deel van hun website waarvoor men moest betalen en/of registreren. De gerechtsdeskundige stelde vast dat, van zodra een Copiepresse-lid een persartikel dat eveneens in Google News verscheen, offline haalde van haar eigen website, het betrokken persartikel – gratis – consulteerbaar bleef via de Google cache functie.

<sup>33</sup>. “*Er moet in een beperking op het uitsluitende reproductierecht worden voorzien, teneinde bepaalde reproductiehandelingen van voorbgaande of incidentele aard mogelk te maken, die een integraal en essentieel onderdeel vormen van een technisch procédé en uitsluitend worden uitgevoerd ten behoeve van hetz de efficiënte doorgifte in een netwerk tussen derden door een tussenpersoon, hetz het geoorloofde gebruik van een beschermd werk of ander materiaal. De betrokken reproductiehandelingen mogen op zich geen economische waarde bezitten. Voor zover z aan deze voorwaarden voldoen, moet deze beperking ook gelden voor handelingen die elektronisch bladeren (browsing) en caching mogelk maken, onder andere met het oog op het doelmatig functioneren van doorgiftesystemen, op voorwaarde dat de tussenpersoon de informatie niet modificeert en niet intervenueert b het alom erkende en in de bedrijfstak gangbare rechtmatig gebruik van technologie voor het verkrgen van gegevens over het gebruik van de informatie. Het gebruik wordt als geoorloofd beschouwd indien het door de rechthebbende is toegestaan of niet b wet is beperkt.*” (eigen benadrukking)

van de caching techniek door *internet service providers* en ook in *personal computers* (cf. *supra*) allicht steeds een economische waarde: via de caching techniek kan een ISP aan haar abonnees sneller toegang verschaffen tot sommige webpagina's en de caching techniek op niveau van een PC zorgt voor snellere en meer performante PC's. Sommige auteurs hebben al bevestigd dat caching steeds een zelfstandige economische waarde heeft<sup>34</sup>. Dergelijke stelling impliceert echter dat geen enkele caching techniek onder de uitzondering van de tijdelijke technische kopie zou kunnen vallen, hetgeen dan weer incompatibel lijkt te zijn met considerans 33 van richtlijn 2001/29/EG die caching expliciet vermeldt als voorbeeld voor de uitzondering van de tijdelijke technische kopie. Met andere woorden: het voorbeeld dat de richtlijn geeft voor de uitzondering van de tijdelijke technische kopie, lijkt door één van de toepassingsvoorwaarden van de uitzondering reeds uitgesloten. Komt hierbij dat deze uitzondering ook de drie-stappen-test zal moeten doorstaan (cf. *supra*). Sommige auteurs menen dat diensten zoals de Google cache functie niet onder de uitzondering van de tijdelijke technische kopie kunnen vallen<sup>35</sup>. Al kan men zich dan de vraag stellen wat het nut is van de verwijzing naar caching in richtlijn 2001/29/EG. Zoals verschillende andere auteurs<sup>36</sup>, ben ik van mening dat de toepassingsvoorwaarden van deze uitzondering nog aanleiding zullen geven tot veel onzekerheid en discussie. Het is jammer dat de voorzitter zich hierover niet diende uit te spreken.

**38.** Ten slotte kan worden verwezen naar een Amerikaanse zaak (*Field/Google*), waarin de Google cache functie niet in strijd werd geacht met het auteursrecht<sup>37</sup>. Op basis van een *implied license* en de *fair use* doctrine, oordeelde de US District Court of Nevada dat Google's cache functie geen inbreuk uitmaakte op het auteursrecht. De volgende overwegingen maakten deel uit van de besluitvorming van de rechter. Google bood de Google cache functie reeds lange tijd aan (sinds 1998) en ondersteunde de in de sector welbekende *NO-ARCHIVE metatag*. De eiser wist dat, indien hij de *NO-ARCHIVE metatag* niet gebruikte, zijn webpagina's door de Google zoekrobot zouden worden gecacht. De Google cache functie had niet tot doel de onlinewebpagina's te vervangen en Google lichtte de gebruiker correct in door middel van de *cache notice* die bovendien een hyperlink bevatte naar de onlinewebpagina. Voorts stelde de Amerikaanse rechter onder andere dat Google met haar cache functie geen winst maakte en dat het bestaan van de Google cache functie geen nadeel toebrengt aan de website-uitbater van de gecachte

webpagina omdat deze voor een dergelijke dienst geen geld zou vragen.

## Schending van de vermogensrechten en Google News

**39.** Op basis van de bevindingen van de gerechtsdeskundige, stelde Copiepresse dat Google News geen Internetzoekmotor, maar een informatieportaalwebsite was. Als doorslaggevend element bracht Copiepresse hiervoor aan dat er geen zoekactie of selectie vereist was om de persberichten op Google News te consulteren. Google weerlegde deze kwalificatie en hield staande dat Google News een Internetzoekmotor was, gespecialiseerd in de actualiteit. Volgens Google vergemakkelijkt Google News enkel de identificatie van mogelijke interessante persartikelen door op voorhand reeds een beperkte selectie weer te geven. Google betwistte dat dit afbreuk deed aan het karakter van Google News als Internetzoekmotor: Google News was, zoals de Google Internetzoekmotor, immers gebaseerd op volledig geautomatiseerde indexering door de Googlebot en de internaut kon de persartikelen in Google News doorzoeken op basis van trefwoorden.

**40.** De voorzitter sprak zich niet expliciet uit over het karakter van Google News als zoekmotor dan wel informatieportaal. Wel volgde hij Copiepresse in de vaststelling dat de loutere consultatie van Google News toegang gaf tot persartikelen, zonder dat er een selectie of zoekactie vanwege de internaut vereist was. Volgens de voorzitter volstond het vast te stellen dat Google News op haar beginpagina de letterlijke weergave – en geen samenvatting zoals Google beweerde – bevatte van de titels en eerste lijnen van de betrokken persartikelen, en dit gegroepeerd volgens thema. Google News resulteerde dus in een gedeeltelijke reproductie en publiekelijke mededeling van titels en eerste lijnen van persartikelen. De voorzitter preciseerde dat de vordering handelde over deze reproductie en mededeling aan het publiek, en *niet* over de rechtmatigheid van de *hyperlinks* (*deep links*) op Google News naar de krantenwebsites van de leden van Copiepresse. Hiermee werd het verweer van Google, die stelde dat een hyperlink naar een auteursrechtelijk beschermd werk geen reproductie uitmaakte van dat werk, irrelevant bevonden.

<sup>34</sup> J. CORBET, "De ontwerp-richtlijn van 10 december 1997 over het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij", *Informatierecht/AMI* 1998, p. 95; A. QUAEDEVLIËG, "Het internet: het auteursrecht voorbij? Bespreking van het preadvies van B.P. Hugenholtz", *Computerrrecht* 1998, p. 124.

<sup>35</sup> T. VERBIEST en I. DE BRUYN, "De technische tijdelijke kopie geconfronteerd met het reproductierecht. Auteursrecht in de digitale omgeving", *AM* 2002/4, p. 318.

<sup>36</sup> T. VERBIEST en I. DE BRUYN, *o.c.*, p. 318; J. DEENE en K. VAN DER PERRE, "Nieuwe Auteurswet", *NjW* 2005, p. 870.

<sup>37</sup> *Blake A. Field/Google Inc.* 12 januari 2006, United States District Court, District of Nevada, p. 4, consulteerbaar via [http://www.eff.org/IP/blake\\_v\\_google/google\\_nevada\\_order.pdf](http://www.eff.org/IP/blake_v_google/google_nevada_order.pdf).

41. Google betwistte vervolgens het origineel karakter van titels en eerste lijnen van persartikelen die in het deskundigenverslag voorkwamen en stelde dat deze geen bescherming konden genieten onder het auteursrecht. Alhoewel de voorzitter toegaf dat allicht niet alle beweerdelijk nageemaakte titels konden genieten van auteursrechtelijke bescherming omwille van hun te beschrijvend karakter, stelde hij tegelijkertijd vast dat het deskundigenverslag wel een aantal originele titels bevatte die in aanmerking kwamen voor bescherming. De lengte van de titel was hierbij irrelevant, zolang maar werd voldaan aan de originaliteitsvereiste. Met betrekking tot de eerste lijnen van de persartikelen op Google News, stelde het geannoteerde vonnis vast dat persartikelen in principe steeds bescherming genieten onder het auteursrecht. De partiële reproductie van de eerste lijnen van een persartikel, zoals deze op Google News, was derhalve evenzeer onderworpen aan de toestemming van de betrokken auteurs(rechthebbende) op voorwaarde dat de partiële reproductie beroep deed op originele elementen van het persartikel. Met verwijzing naar recente cassatierechtspraak<sup>38</sup>, was noch de lengte van de partiële reproductie, noch de verplichting om het originele volledige werk te raadplegen, bepalend voor de vaststelling van een auteursrechtelijke inbreuk. Het geannoteerde vonnis stelde vervolgens dat het niet uitgesloten was dat korte tekstfragmenten de stempel van hun auteur weergeven. Dit was eens te meer het geval bij persartikelen omdat de eerste lijnen van een persartikel doorgaans als blikvanger fungeren. De voorzitter identificeerde ten slotte een aantal eerste lijnen van persartikelen die als voldoende origineel konden worden beschouwd. Het geannoteerde vonnis besloot derhalve dat de weergave op Google News van titels en de eerste lijnen van persartikelen, een reproductie en mededeling aan het publiek uitmaakte van auteursrechtelijk beschermde werken.

42. Google voerde in ondergeschikte orde aan dat zij op grond van het citaatrecht (art. 21 § 1 auteurswet) en de uitzondering voor actualiteitsverslaggeving (art. 22 § 1 auteurswet), geen toestemming van Copiepresse diende te bekomen. De voorzitter weerhield deze uitzonderingen niet. Hij herhaalde dat de uitzonderingen op de auteursrechtelijke vermogensrechten restrictief moeten worden geïnterpreteerd. Deze restrictieve interpretatie werd volgens hem bevestigd door de drie-stappen-test die, alhoewel niet geïmplementeerd in de auteurswet, toch richtinggevend kon zijn voor de rechtbanken. Met betrekking tot het citaatrecht, bracht de voorzitter in herinnering dat de voorwaarden voor de toepassing ervan cumulatief moeten zijn vervuld. Aan de voorwaarde dat de citaten afkomstig moeten zijn uit werken die op geoorloofde wijze werden gepubliceerd, was volgens de stakingsrechter voldaan. De citaten waren immers allen afkomstig uit persartikelen gepubliceerd op de websites van de Copiepresse-leden. Dat de modaliteiten van toegang tot de originele persartikelen achteraf wijzigde (vrije toegang

naar toegang enkel voor abonnees) was voor de voorzitter irrelevant omdat deze voorwaarde betrekking had op het divulgatierecht, dat door de publicatie op het Internet uitgeput was, ongeacht de wijzigingen achteraf in de modaliteiten van de publicatie. In verband met de finaliteitsvoorwaarde van het citaatrecht, stelde Google dat Google News in feite een persoverzicht was waarbij de persartikelen het voorwerp uitmaakten van een recensie. De voorzitter stelde echter dat Google News uitsluitend was samengesteld uit beweerdelijke citaten die op automatische wijze werden geselecteerd en weergegeven, zonder enige analyse, commentaar, kritiek of vergelijking vanwege Google. Dergelijke manier van werken kon bezwaarlijk aan de definitie van recensie voldoen, nu het begrip recensie impliceert dat de citaten illustratief of bijkomstig moeten zijn. Het gegeven dat Google News enkel was opgebouwd uit citaten zonder meer, was volgens de voorzitter in strijd met de geest van het citaatrecht. Vermits aan de finaliteitsvereiste voor het citaatrecht niet was voldaan, onderzocht de voorzitter de andere toepassingsvoorwaarden van het citaatrecht niet. De toepassing van de uitzondering van de actualiteitsverslaggeving werd eveneens geweigerd. Ook onder deze uitzondering mogen de persartikelen slechts accessoir zijn en niet het voorwerp zelf uitmaken van de verslaggeving, wat bij Google News wel het geval was. De stakingsrechter merkte ook op dat de achterliggende verantwoording voor de uitzondering van actualiteitsverslaggeving voor Google News niet aanwezig was. De uitzondering is erop gericht de media toe te laten snel te kunnen reageren op de actualiteit, waarbij de snelheid waarmee informatie moet worden verwerkt de media niet toelaat om tijdig de toestemming van de betrokken auteur te bekomen. Volgens de voorzitter stond het Google vrij deze toestemming wel te bekomen door de uitgevers van de websites waar de persartikelen werden verzameld, te contacteren.

43. Het geannoteerde vonnis stelt expliciet dat huidige zaak niet draaide om de rechtmatigheid van *hyperlinking* as such, maar om daden van reproductie en mededeling aan het publiek. Google News mag met andere woorden *hyperlinks* aanbrenge naar de onlinepersartikelen van de Copiepresse-leden, maar zij mag hierbij geen handelingen van reproductie en publiekelijke mededeling van beschermde werken verrichten waarvoor de toestemming van de auteurs(rechthebbende) vereist is. Het komt er bijgevolg op neer *op welke wijze de hyperlinks worden weergegeven*: indien de hyperlinks een (gedeeltelijke) reproductie en mededeling aan het publiek van persartikelen uitmaken, kunnen ze een probleem stellen onder de auteurswet. Indien de hyperlinks geen aanleiding geven tot voornoemde exploitatiehandelingen, kan o.i. uit het geannoteerde vonnis worden afgeleid dat de auteurswet zich hiertegen niet verzet. Een hyperlink kan bijvoorbeeld worden weergegeven zonder een handeling van reproductie en publiekelijke mededeling uit te maken indien hij wordt weergegeven onder de vorm van een *URL*, d.w.z. het

<sup>38</sup>. Cass. 25 september 2003, te raadplegen via <http://www.cass.be>.

technisch Internetadres zonder titel en eerste lijnen van de inhoud waarnaar wordt gelinkt. Dergelijke werkwijze betekent allicht een serieuze stap achteruit voor de doorgifte en zichtbaarheid van informatie op het Internet (art. 10 EVRM, cf. *infra*), en dus de werking van Internet. De loutere weergave van URL's maakt het immers bijzonder omslachtig om na te gaan of de betrokken website de gewenste informatie bevat: een internaut zal verplicht zijn om elke URL aan te klikken teneinde na te gaan of de daarachter liggende website aan zijn behoeften voldoet. Iedereen<sup>39</sup> is het er over eens dat zonder hyperlinks het Internet niet kan werken en dat Internet-zoekinstrumenten (d.w.z. "search tools" zoals zoekmotoren, informatieportalsites, etc.) essentieel zijn om informatie op het WWW door te geven. Met een slordige 11,5 miljard webpagina's op het WWW is immers enige hulp vereist om door de bomen het bos te zien, hetzij zich terug te vinden in de jungle aan informatie.

44. Daarnaast is het zo dat Internet-zoekmotoren bij de presentatie van hun zoekresultaten eveneens de titel en eerste lijnen van de inhoud waarnaar ze linken (bv. een persartikel), reproduceren en publiekelijk meedelen. Als dergelijke exploitatiehandeling in Google News in strijd is met de auteurswet, dan zou van de hyperlinks aangeboden door Internet-zoekmotoren hetzelfde kunnen worden gezegd. De verantwoording die Copiepersse hiervoor naar voren schoof, was het karakter van Google News als *informatieportaal-website* (in tegenstelling tot Internet-zoekmotoren). Indien het geannoteerde vonnis moet worden gelezen als de veroordeling van de werkwijze van een informatieportaalwebsite (de voorzitter sprak zich hierover – gelukkig – niet expliciet uit), kan men zich de vraag stellen of het onderscheid tussen informatieportaal en zoekmotor een werkbare en verantwoorde basis vormt voor een verschillende benadering van de in vraag gestelde exploitatiehandelingen. Wat is immers

het verschil tussen (de hyperlinks aangeboden door) een zoekmotor en een informatieportalsite? Men zou, in afwezigheid van wettelijke definitie, beide begrippen kunnen omschrijven. De kans is echter groot dat het snel evoluerende Internet op korte termijn deze omschrijvingen zou uitrollen door allerhande nieuwe technologieën of varianten – waarvan vandaag reeds een aantal voorbeelden bestaan<sup>40</sup>. Ook kan één bepaalde website zowel een zoekmotor als een informatieportalsite zijn, of beide functies combineren<sup>41</sup>. En wat is het lot van gelijkaardige reproducties door middel van andere technologieën die noch zoekmotor, noch informatieportalsite zijn en toch ook via *deep links* informatie publiekelijk ter beschikking stellen? De functies "verzend aan een vriend"<sup>42</sup> of "RSS"<sup>43</sup> die bepaalde (kranten)websites aanbieden, zijn hiervan een goed voorbeeld. Internet Archive<sup>44</sup> gaat zelfs nog een stap verder: dit archief kopieert dagelijks en zonder voorafgaandelijke toestemming, alle mogelijke informatie op het Internet, waaronder ook integrale kopieën van (kranten)webpagina's, en maakt deze kopies publiekelijk beschikbaar. En mocht er überhaupt een onderscheid bestaan, hoe valt dit onderscheid te verantwoorden in het licht van de auteurswet? Het auteursrecht bevat geen gronden om dit onderscheid te maken. Het door Copiepersse gehanteerde onderscheid tussen (de hyperlinks aangeboden door) zoekmotoren en informatieportalsites, leidt tot de enigszins paradoxale situatie dat een zoekmotor in haar zoekresultaten *deep links* mag aanbieden aan internauten, terwijl een informatieportalsite dezelfde *deep links* niet zou mogen aanbieden, zelfs niet indien zij op dezelfde wijze worden weergegeven.

45. Het onderscheid tussen informatieportalsite en Internet-zoekmotor is mijns inziens op lange termijn en in alle gevallen geen werkbare en consistente basis. Dergelijk onderscheid zal immers aanleiding geven tot steeds wijzi-

39. Niet enkel rechtspraak en rechtsleer, maar ook de Europese Commissie erkent expliciet hoe belangrijk hyperlinks en zoekinstrumenten zijn voor het functioneren van het Internet (Verslag van de Commissie aan het Europees Parlement, de Raad en het Europees Economisch en Sociaal Comité, Eerste verslag over de toepassing van Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 betreffende bepaalde aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt, Com.(2003)702 definitief, p. 15).

40. Sommige zoekmotoren laten bijvoorbeeld toe om de zoekmotor zodanig in te stellen dat bij het zoeken reeds een selectie wordt gemaakt van de aard of inhoud van de gezochte informatie. Zo kan men via de zoekmotor van Yahoo (<http://www.yahoo.com>) zoeken op het ganse WWW, maar zijn zoekopdracht ook beperken tot een zoektocht naar afbeeldingen, videobestanden, audiobestanden, telefoongidsen, nieuwsbronnen, jobs, kaarten, etc. Ook de Altavista-zoekmotor (<http://www.altavista.com>), de MSN-zoekmotor (<http://www.live.com>) en de Google-zoekmotor laten toe om een zoekopdracht te beperken tot bepaalde informatie (waaronder informatie m.b.t. nieuws). Ook de websites waar enkel een verzameling van hyperlinks wordt aangeboden over allerlei onderwerpen (bv. de zogenaamde startpagina's) worden soms omschreven als portalsites doch deze websites dienen eveneens om informatie te zoeken en terug te vinden op het WWW. Ten slotte kunnen ook de functies "*Gelijkwaardige resultaten*" en "*Meer pagina's van deze site*" (cf. *supra*) worden vermeld. In al deze gevallen vindt er een voorafgaandelijke selectie plaats door de Internet-zoekmotor zelf, zonder actie of initiatief van de internaut.

41. Wat bijvoorbeeld met een zoekmotor die zoekt binnen een informatieportalsite?

42. "Verzend aan een vriend" of "*mail to a friend*" zijn knoppen die men kan vinden onderaan sommige onlineteksten (meestal artikelen). Indien men hierop klikt, dient men in een webform het e-mailadres in te geven van de persoon aan wie men het artikel wil bekend maken. De website stuurt dan zelf een e-mail naar deze persoon, met ofwel het betrokken artikel in bijlage, ofwel een *deep link* naar het betrokken artikel. Op deze manier (1) worden artikelen bekend gemaakt aan derden zonder dat deze derden de homepage van de website waar het artikel van afkomstig is, moeten passeren en (2) blijven artikelen (gratis) beschikbaar indien ze op de oorspronkelijke website worden weggehaald.

43. RSS staat voor "*Really Simple Syndication*". Het is een techniek waarbij zeer snel updates van een website kunnen worden verspreid. Vaak wordt RSS ter beschikking gesteld door nieuws websites. Indien men zich bij een door een website aangeboden RSS-dienst aansluit, verschijnen er onderaan het scherm pop-ups (vergelijk met de berichten die bijvoorbeeld verschijnen in *MSN Messenger*). Deze pop-ups bevatten één of meerdere *deep links* naar updates van de betrokken website (bv. een *deep link* naar een zo pas op de website verschenen persbericht). RSS *deep links* zijn ook reproducties van de titel van de webpagina/persartikel waarnaar wordt gelinkt.

44. Zie <http://www.archive.org>.

gende beschrijvingen en casuïstiek, hetgeen de rechtszekerheid niet ten goede komt. Misschien is het aangewezen om eerder uit te gaan van de gelijkenis tussen beiden eerder dan van de verschillen. Er is één grote gemene deler tussen informatieportalsites, Internet-zoekmotoren en andere gelijkaardige diensten waarvan verwacht kan worden dat die – gelet op de aard van het Internet – steeds constant zal blijven: zowel zoekmotoren als informatieportalsites creëren *hyperlinks* om op het Internet informatie toegankelijk te maken. Deze benadering lijkt coherenter en makkelijker hanteerbaar in de steeds wijzigende Internetsector. Deze benadering is alvast de insteek die het Franse “Forum des droits de l’Internet” heeft genomen. Deze werkgroep onderkent de problematiek van hyperlinks *in het algemeen*. Vanuit het essentieel karakter van hyperlinks voor het bestaan en de ontwikkeling van het Internet, heeft de werkgroep een apart statuut met aanbevelingen voor “*créateurs d’hyperliens*” opgesteld<sup>45</sup>. In verband met de verhouding tussen hyperlinks en intellectuele eigendomsrechten, pleit de werkgroep voor een redelijke toepassing van de intellectuele eigendomsrechten op hyperlinks.

### Schending van de morele rechten

46. De tussenkomenende partijen SAJ en Assucopie stelden dat Google eveneens de morele rechten van de betrokken auteurs schond omdat Google werken verspreide zonder toestemming van de auteurs, waarbij eveneens afbreuk werd gedaan aan de integriteit van het werk en de naam van de betrokken auteurs niet werd vermeld.

47. Google verweerde zich door te stellen dat beheersvennootschappen niet kunnen optreden ter verdediging van de morele rechten omdat deze rechten onoverdraagbaar zijn. De voorzitter stelde dat het optreden in rechte ter verdediging van morele rechten, niet impliceert dat de morele rechten werden overgedragen aan de beheersvennootschappen. Artikel 73 van de auteurswet bevat enkel het principe dat beheersvennootschappen in rechte kunnen optreden ter verdediging van de rechten die hen statutair zijn toevertrouwd. De auteurswet vereist niet dat de rechten waarvoor beheersvennootschappen kunnen ageren in rechte, aan hen moeten worden overgedragen. Vervolgens stelde de stakingsrechter dat geen afbreuk werd gedaan aan het divulgatierecht, nu alle door Google gereproduceerde en aan het publiek meegeerde persartikelen reeds gepubliceerd waren op het Internet. Aan het integriteitsrecht van de auteur werd volgens de voorzitter wél afbreuk gedaan vermits een gedeeltelijke reproductie een wijziging, met name een “amputatie”, van het werk met zich brengt. Bovendien groepeerde Google News persartikelen van verschillende oorsprong volgens thema, waarbij de editoriale of filosofische strekking van de

auteur gewijzigd werd. De kennis in hoofde van de internaut dat Google News slechts fragmenten van werken weergaf waarvan de volledige versie in zijn originele context met een eenvoudige klik kan worden opgeroepen, doet volgens het geannoteerde vonnis geen afbreuk aan de beoordeling van de schending van het integriteitsrecht. Ten slotte stelde het geannoteerde vonnis ook een schending van het vaderschapsrecht vast omdat Google News de naam van de betrokken auteur niet vermeldde.

### Toestemming van de uitgevers van de websites

48. Google voerde in ondergeschikte orde aan dat zij de expliciete, minstens impliciete toestemming had bekomen van de uitgevers van de betrokken websites. Zo had minstens één onlinekrant expliciet aan Google gevraagd om in Google News te worden opgenomen. De voorzitter hield met deze ene expliciete toestemming echter geen rekening vermits dit geen bewijs vormde dat alle andere uitgevers aangesloten bij Copiepresse een gelijkaardige toestemming hadden gegeven en omdat Copiepresse onmiddellijk na de introductie van Google News in België een beschrijvend beslag had opgestart. Ook stelde Google dat zij over een toestemming beschikte omdat de uitgevers van de betrokken websites hun website konden parametriseren teneinde de cache- en indexeringsoperaties door Internet-zoekmotoren onmogelijk te maken. Alhoewel het geannoteerde vonnis hierover geen details geeft, verwees Google hiermee allicht in de eerste plaats naar de *Robots Exclusion Standard*. Indien websites op basis van deze standaard het *robot.txt*-bestand toevoegen in de HTML-code van een webpagina, zal een zoekrobot deze webpagina niet indexeren waardoor de webpagina “onzichtbaar” blijft voor Internet-zoekmotoren. De *metatags* “*NOINDEX, NO FOLLOW*” in de HTML-code van een webpagina hebben ook tot gevolg dat zoekrobotten de betrokken webpagina links laten liggen en niet indexeren. In verband met caching verhindert de *metatag* “*NOARCHIVE*” in de HTML-code van een webpagina het cachen van de betrokken webpagina door een zoekrobot. Ten slotte kan men ook overgaan tot *dereferencing*: de uitbater van een webpagina verzoekt een zoekmotor een bepaalde webpagina te schrappen in de zoekindex en in de toekomst niet meer op te nemen. Al deze technieken laten parametrisatie toe. Zo kunnen ze beperkt worden tot bepaalde webpagina’s van een website, tot bepaalde zoekmotoren (bv. Googlebot mag wel indexeren maar Yahoo niet), of kunnen ze ook de modaliteiten van de caching aanpassen (bv. cache copy mag maar x dagen blijven bestaan, dit is de “*time to live*”). Google argumenteerde dat, vermits de uitgevers van de betrokken websites deze mondiaal verspreide standaard technieken niet gebruikten, hieruit hun expliciete, minstens impliciete, toestemming voor indexering en caching kon worden afgeleid.

<sup>45</sup>. Le Forum des droits sur l’Internet, Recommandation, Quelle responsabilité pour les créateurs d’hyperliens vers des contenus illicites?, 23 octobre 2003, toegankelijk via <http://www.internetforum.org>.

49. De stakingsrechter was het hiermee niet eens. Hij stelde in de eerste plaats dat het auteursrecht niet gelijk te stellen is met een recht van verzet, maar een voorafgaandelijke toestemming vereist. Met andere woorden: opt-out volstaat niet, auteursrecht vereist een opt-in. En deze toestemming moet bovendien voorafgaandelijk en op zekere (d.w.z. ontwijfelbare) wijze worden bekomen. De voorzitter stelde dat het gebruik van de Robot Exclusion Standard en van de bepaalde metatags geenszins gelijk kan gesteld worden met een voorafgaandelijke en zekere toestemming voor het gebruik van persartikelen voor Google News. Vermits Google News pas in 2006 in België werd gelanceerd, konden de eventueel reeds gebruikte technieken geen rekening houden met deze (nieuwe) dienst. Anderzijds kon ook uit de afwezigheid van het gebruik van deze technieken, geenszins een toestemming worden afgeleid oordeelde de rechter. Een afwezigheid van technische bescherming kan immers nooit als een onvoorwaardelijke toestemming tot indexerend beschouwd worden, temeer Google News zich niet beperkt tot indexerend maar ook overgaat tot reproductie van de titel en een deel van het artikel.

50. Het geannoteerde vonnis hanteerde hiermee eens te meer de strikte interpretatie van de auteurswet. De bevindingen dat het *gebruik* van de Robot Exclusion Standard of de verschillende metatags niet als een toestemming kan worden beschouwd, is te betreuren. Er bestaan technieken die toelaten om op een efficiënte en snelle wijze intellectuele eigendomsrechten te beheren in verband met websites, en het geannoteerde vonnis houdt halsstarrig vast aan de regel dat zoekmotoren voor elke indexerend of caching de toestemming moeten *gaan* vragen. Het is de vraag of deze redenering ook nog staande blijft wanneer iemand zijn website *aanmeldt* bij een zoekmotor<sup>46</sup>. Of de *afwezigheid van het gebruik* van deze technieken kan worden geïnterpreteerd als een toestemming ligt iets moeilijker, al vinden we dat er hier een kans ligt om het begrip toestemming op een praktisch werkbare wijze in te vullen in de digitale wereld. De schriftelijke toestemming waarnaar de auteurswet verwijst houdt immers niet in dat de toestemming schriftelijk moet zijn *gegeven*, maar dat ze schriftelijk moet worden *bewezen*. Bovendien geldt deze vereiste enkel t.a.v. de auteur, en dus niet t.a.v., bijvoorbeeld, een beheersvennootschap.

## Vrijheid van meningsuiting

51. Het fundamenteel democratisch recht van vrije meningsuiting omvat niet alleen het recht om een mening te koesteren, maar ook het recht om inlichtingen te ontvangen of door te geven (art. 10.1 EVRM). Uit de *Groppera en Autronic*-rechtspraak<sup>47</sup> van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens kan worden afgeleid dat artikel 10 EVRM eveneens van toepassing is op informatie die wordt weer- of doorgegeven via Internet. Dit wordt ook door verschillende auteurs<sup>48</sup> en de rechtspraak<sup>49</sup> bevestigd. Middelen om op Internet informatie op te zoeken, worden zelfs als essentieel beschouwd voor een vrije informatiestroom. Het recht op vrije meningsuiting is niet absoluut. Artikel 10.2. EVRM laat eventuele beperkingen toe op het recht van vrije meningsuiting, doch onder de voorwaarde dat de beperking noodzakelijk is in een democratische samenleving. Dit betekent dat de overheidsinmenging moet beantwoorden aan een dwingende sociale behoefte en pertinent en proportioneel moet zijn. Het Europese Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) beoordeelt deze dwingende sociale behoefte aan de hand van een reeks criteria, zoals de inhoud of de aard van de meningsuiting, het belang van het mediakanaal, de intentie of doelstelling van de auteur van de gewraakte meningsuiting, de mogelijke schadelijke gevolgen van de gewraakte meningsuiting en de proportionaliteit van de overheidsinmenging.

52. Google stelde dat Google News gerechtvaardigd was op grond van artikel 10.1. EVRM en dat de beperking die Copiepresse Google News wenste op te leggen, niet pertinent noch proportioneel was in het licht van artikel 10.2. EVRM. Google News was volgens Google slechts een gratis zoekmiddel dat toegang verschafte tot informatie en haar rol beperkte zich tot wegwijzer bij Internetopzoekingen. De voorzitter meende dat het auteursrecht een gerechtvaardigde beperking vormde van artikel 10.1. EVRM, en voldeed aan de voorwaarden die artikel 10.2. EVRM stelde. Hij kwam tot dit besluit omdat het auteursrecht als beperking van het recht van vrije meningsuiting niet op "*een piëdestal*" werd geplaatst omdat het zelf een aantal uitzonderingen bevatte (citaatrecht, etc.). Het volstond voor de voorzitter om na te gaan of Google News aan één van de uitzonderingen onder het auteursrecht voldeed; Google kon zich niet verschuilen achter artikel 10.1 EVRM.

53. Het geannoteerde vonnis gaat hier volgens mij vrij kort door de bocht. De toetsing van een beperking van de vrije meningsuiting onder artikel 10.2. EVRM wordt in casu her-

<sup>46</sup>. Omdat de zoekrobots van zoekmotoren niet alle webpagina's op het WWW (onmiddellijk) vinden en niet dagelijks alle webpagina's op het WWW kunnen updaten, bieden sommige zoekmotoren de mogelijkheid om een webpagina zelf te registreren in de zoekindex. O.a. Google biedt deze dienst, zie <http://www.google.com/addurl/?hl=nl&continue=/addurl>.

<sup>47</sup>. EHRM 28 maart 1990, *Rechtspraak Media- en Informatierecht* 1996, 39; EHRM 22 mei 1990, *Rechtspraak Media- en Informatierecht* 1996, p. 45.

<sup>48</sup>. C. UYTENDAELE, *Openbare Informatie. Het juridisch statuut in een convergerende mediaomgeving*, Maklu, 2002, p. 161-162, 201 en 204; J. VANDE LANOTTE EN Y. HAECK, *Handboek EVRM*, Deel 2, *Artikelsgewijze commentaar*, Volume 1, Intersentia, 2005, p. 908 en 911.

<sup>49</sup>. Corr. Hasselt (18<sup>de</sup> k.) 17 november 2000, *AM* 2001, afl. 1, p. 161, met noot.

leid tot de vaststelling dat het auteursrecht een aantal wettelijke uitzonderingen bevat. Hetgeen in feite betekent: een beperking van de vrije meningsuiting is toegestaan vermits de wet het toelaat... Ons inziens is de redenering van de rechter niet geheel in lijn met de rechtspraak van het EHRM dat voor de toetsing van artikel 10.2. EVRM een aantal criteria hanteert. In dit opzicht kan worden vastgesteld dat Google News geen schade lijkt te veroorzaken aan Copiepresse, wel integendeel. De nieuwsbronnen op Google News zouden de bezoekersaantallen op de websites van de leden van Copiepresse enkel verhogen (*cf.* aanzuigende werking in de hierboven aangehaalde *kranten.com*-zaak). Toen Google het stakingsbevel van het verstekvonnis naleefde, verschenen er zelfs berichten die stelden dat de bezoekersaantallen op bepaalde websites van de Copiepresse-groep waren gedaald. Enkele Copiepresse-leden nuanceerden het effect daarvan<sup>50</sup>. Ook lijkt de door Copiepresse gevraagde maatregel niet noodzakelijk vermits er andere middelen bestaan die Copiepresse toelaten om haar rechten te vrijwaren (nl. de Robot Exclusion Standard en de verschillende metatags). Ten slotte zou men kunnen stellen dat de gevraagde maatregel ook een effect heeft dat verder reikt dan de belangen die men wenst te beschermen: Google moet onder het stakingsbevel *alle* Copiepresse-inhoud verwijderen, ook inhoud die eventueel *niet* auteursrechtelijk beschermd zou zijn<sup>51</sup>. Dit kan in verband gebracht worden met de aanbeveling van het Franse "Forum des droits de l'Internet" dat van zoekmotoren niet mag verwacht worden dat zij maatregelen moeten implementeren om ongeoorloofde inhoud te blokkeren wanneer die maatregelen er tegelijkertijd toe kunnen leiden dat ook geoorloofde inhoud ontoegankelijk wordt gemaakt. De hiervoor opgesomde elementen lijken niet van die aard om het pertinent en proportioneel karakter van de geviseerde maatregel te verantwoorden in het licht van artikel 10.2. EVRM.

## Rechtsmisbruik

54. Google stelde dat Copiepresse misbruik maakte van haar rechten omdat ze een procedure inspande in plaats van de eenvoudige standaard technieken te gebruiken die haar toelieten om niet in Google News of in de Google cache functie voor te komen. Hierdoor werd Google met de onmogelijke taak opgescheept om de toestemming te bekomen van alle auteurs van werken die in haar index voorkwamen. De rechtbank verwierp dit verweer. Ze stelde in de eerste plaats vast dat Copiepresse een rechtmatige belang had omdat de geviseerde activiteiten effectief een inbreuk op het auteursrecht van de Copiepresse-leden uitmaakten. De voorzitter stelde vervolgens dat het abusieve karakter van de vor-

dering van Copiepresse niet moet beoordeeld worden in functie van de stappen die Google zou moeten ondernemen om een voorafgaandelijke toestemming te bekomen, doch wel in functie van de maatregelen die Google kan nemen om de beweerdelijke inbreuk op de auteursrechten te doen staken. Vermits Google niet betwistte in staat te zijn om het stakingsbevel uit te voeren, achtte de rechter dat er geen sprake kon zijn van rechtsmisbruik in hoofde van Copiepresse. Hiermee onderschrijft het geannoteerde vonnis de rechtspraak van het hof van beroep te Brussel<sup>52</sup>, dat, in tegenstelling tot sommige andere rechtspraak<sup>53</sup>, bevestigde dat de stakingsrechter inzake auteursrechten niet aan belangenafweging kan doen zoals een kortgedingrechter. Éénmaal een stakingsrechter is gevat om een einde te stellen aan een schending van de auteurswet, moet hij een staking bevelen indien een schending van de wet voorligt.

## Richtlijn elektronische handel

55. Google verweerde zich ook op grond van de richtlijn elektronische handel. Alhoewel het geannoteerde vonnis dit niet preciseerde, had het verweer van Google allicht betrekking op het regime inzake de aansprakelijkheid van dienstverleners die als tussenpersoon optreden. Dit regime, omgezet in de artikelen 18 en volgende van de e-commercewet<sup>54</sup> voorziet in een specifieke uitsluiting van aansprakelijkheid voor bepaalde dienstverleners van de informatiemaatschappij die als tussenpersoon optreden. Men kan veronderstellen dat Google pleitte voor de toepassing van deze exoneration van aansprakelijkheid voor Google News en/of de Google cache functie.

56. De stakingsrechter aanvaardde dit verweer niet om twee redenen. In de eerste plaats herhaalde de voorzitter dat Copiepresse zich niet verzette tegen de tijdelijke bewaring van een webpagina in cache die nodig was voor de indexing, doch wel tegen de toegang die Copiepresse gaf tot deze webpagina (met andere woorden, tegen de publieke mededeling van de webpagina). Ook stelde de rechter dat de vordering van Copiepresse betrekking had op het *gedrag* van Google, en niet op de *inhoud* van de websites waartoe Google toegang verleende. De laatste motivering impliceert dat de rechter ervan uitging dat de vordering van Copiepresse geen onrechtmatige inhoud betrof, hetgeen bezwaarlijk kan worden beaamd. Als er op een website van Google (Google News of de weergave van de Google cache) reproducties publiekelijk worden meegedeeld waarvoor geen toestemming werd bekomen, lijkt dit toch wel om onrechtmatige inhoud te gaan. Zo heeft het hof van beroep te Brussel bijvoorbeeld reeds aangegeven dat de aanwezigheid van

<sup>50</sup>. Zie bv. op <http://www.itprofessional.be/news.cfm?id=63111&mxp=205>.

<sup>51</sup>. Le Forum des droits de l'Internet, Recommendation, *o.c.*

<sup>52</sup>. Brussel 25 juni 1998, *AM* 1999, p. 212.

<sup>53</sup>. Zie de rechtspraak aangehaald door A. BERENBOOM, *Le nouveau droit d'auteur et les droits voisins*, Larcier, 2005, p. 437, randnr. 297 *in fine*.

<sup>54</sup>. De wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, *B.S.* 17 maart 2003.

hyperlinks op een door Belgacom Skynet gehoste website dient te worden beschouwd als het stockeren van informatie<sup>55</sup>. Ook impliceert deze redenering dat de richtlijn elektronische handel enkel van toepassing zou zijn op onrechtmatige inhoud. Ook hiermee kan niet worden ingestemd: het regime van de tussenpersonen heeft betrekking op het *optreden* van bepaalde dienstverleners van de informatiemaatschappij als tussenpersoon en beperkt zich niet noodzakelijkerwijs tot onrechtmatige inhoud. De voorzitter had ons inziens dienen na te gaan of Google News of de Google cache functie niet beantwoordden aan één van de onder de e-commercewet vermelde activiteiten: doorgeefluik, opslag in de vorm van tijdelijke kopiëring van de gegevens of informatieopslag. Sommige auteurs menen dat Internet-zoekmotoren niet van het aansprakelijkheidsregime voor tussenpersonen kunnen genieten<sup>56</sup>. Anderen<sup>57</sup> pleiten ervoor dat de aansprakelijkheidsregeling die van toepassing is op tussenpersonen onder de e-commercewet, *mutatis mutandis* ook op Internet-zoekmotoren moet worden toegepast. Tot slot kan men zich de vraag stellen of een beroep op de e-commercewet in casu wel zoden aan de dijk kan brengen vermits uitsluitingen van aansprakelijkheid voor tussenpersonen geen afbreuk mogen doen aan eventuele verbodsbepalingen opgelegd via stakingsvorderingen<sup>58</sup>.

## Formulering van het stakingsbevel

57. In haar verweer tenslotte had Google een aantal verweermiddelen opgeworpen in verband met de formulering van het stakingsbevel. In de eerste plaats stelde Google dat het stakingsbevel niet duidelijk was opgesteld omdat, onder meer, het niet beschreef welk “gebruik van Google cache” het auteursrecht schond. De voorzitter verduidelijkte dat hij het terugtrekken van de “in cache” hyperlinks viseerde. Of dit een verduidelijking is, kan worden betwijfeld. Het zijn immers niet de twee woorden “in cache”, onder de vorm van een hyperlink, die een reproductie en mededeling aan het publiek uitmaken. Het is maar wanneer het klikken op de “in

cache” hyperlink resulteert in de weergave van een reproductie van een persartikel, dat er in de logica van het geannoteerde vonnis een auteursrechtelijke schending voorhanden is. Het bestaan of het vermelden van de “in cache” hyperlink kan met andere woorden moeilijk worden verboden, zolang deze hyperlinks maar niet resulteren in de publieke mededeling van een reproductie van een auteursrechtelijk beschermd werk.

58. Voorts haalde Google aan dat de formulering van het stakingsbevel territoriaal te ruim was en diende beperkt te worden tot de Belgische websites <http://www.google.be> en <http://news.google.be>. Copiepersse verzette zich hiertegen door te stellen dat de gewraakte reproducties ook toegankelijk waren via andere Google websites dan de Belgische Google-websites, zoals <http://www.google.fr> en <http://www.google.com>. De voorzitter weigerde het vonnis op verzet te hervormen en bevestigde dat de terugtrekking diende plaats te vinden op *alle* sites van Google (Google News en “cache” Google onder welke benaming ook). Hiermee gaf de voorzitter zijn stakingsbevel een wereldwijde omvang. Hij motiveerde deze beslissing op basis van de verklaring van Google dat elke maatregel van terugtrekking van Copiepersse-inhoud door Google, om technische redenen noodzakelijkerwijs op alle Google websites diende te worden doorgevoerd. De stakingsrechter sprak met andere woorden een stakingsbevel uit met wereldwijd effect omdat Google, naar eigen zeggen, hieraan technisch kon voldoen. De besluitvorming van de voorzitter komt vreemd over. De voorzitter put zijn bevoegdheid om een stakingsbevel met extra-territoriaal karakter uit te spreken, uit de loutere mogelijkheid die de verweerder, naar eigen zeggen, heeft om het extra-territoriaal stakingsbevel na te leven. Vertrekkende van de vaststelling dat het Belgische auteursrecht enkel nationale werking heeft<sup>59</sup>, had de voorzitter beter de territoriale strekking van zijn stakingsbevel getoetst aan de relevante bepalingen van de Belgische IPR-wet<sup>60</sup> en eventuele toepasselijke hogere rechtsnormen.

55. Brussel 13 februari 2001, *Computerrecht* 2001-3.

56. Anderen stellen dat het regime van de tussenpersonen onder de e-commercewet minstens *mutatis mutandis* op zoekmotoren moet worden toegepast: C. DE PRETER, “Nieuwe aansprakelijkheidsregels voor de dienstverlener”, verschenen in *Elektronische handel. Commentaar bij de wetten van 11 maart 2003*, Brugge, die Keure, 2003, p. 230 en M.-I. CAHEN en O. ANDRIEU, *La responsabilité des outils de recherche*, consulteerbaar via <http://www.juristic.net>.

57. T. VERBIEST, “Entre bonnes et mauvaises références. À propos des outils de recherche sur Internet”, *AM* 1999, p. 44; C. DE PRETER, *o.c.*, p. 203; M.-I. CAHEN en O. ANDRIEU, *o.c.*

58. *Memorie van Toelichting* bij de e-commerce wet, p. 46. Zie ook P. VAN EECHE, “De nieuwe wetgeving inzake elektronische handel. Een eerste commentaar”, *R.W.* 2003, p. 337. De beperking van de draagwijdte van de uitsluiting van aansprakelijkheid van tussenpersonen heeft tot gevolg dat de door de e-commercewet geviseerde tussenpersonen niet kunnen genieten van hun uitsluiting van aansprakelijkheid wanneer ze geconfronteerd worden met een stakingsvordering, maar wel “vrijuit” gaan – voor dezelfde “feiten” – wanneer ze bijvoorbeeld geconfronteerd worden met een vordering tot schadevergoeding.

59. F. DE VISSCHER en B. MICHAUX, *Précis du droit d'auteur et des droits voisins*, Brussel, Bruylant, 2000, p. 550; Bergen 13 mei 2002, *J.L.M.B.* 2003, p. 760.

60. Wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van Internationaal Privaatrecht, *B.S.* 27 juli 2004, zie onder meer de art. 86 en 96.



## TOT SLOT

**59.** Toen Central Station, een samenwerkingsverband van een aantal kranten, in 1996 haar initiatief bekend maakte om een gezamenlijke onlinedatabank te creëren van de artikelen die in de papieren versies van hun krant verschenen, botste dit op verzet van een rits journalisten en auteursrechtverenigingen. Deze namen het niet dat papieren krantenartikelen zonder hun toestemming en zonder een bijkomende vergoeding een tweede leven kregen in een onlineomgeving. De journalisten stelden dat zij hun rechten hiervoor niet hadden overgedragen. Het hof van beroep te Brussel<sup>61</sup> gaf de journalisten gelijk en Central Station stierf een stille dood. De geschiedenis laat 10 jaar later een geüpdatete versie van een gelijkaardig debat aan bod komen, maar dit keer zijn de kaarten anders geschud: vandaag trekken de kranten aan de bel van het auteursrecht.

**60.** De rechter heeft met zijn vonnis de toon gezet voor de toepassing van het auteursrecht op diensten zoals Google News en de Google cache functie: de auteurswet, inclusief haar uitzonderingen, dient restrictief te worden geïnterpreteerd, ook in een Internet-omgeving. Het is belangrijk te onderlijnen dat het geannoteerde vonnis over *hyperlinking* op zich geen uitspraak heeft gedaan, wel over de wijze waarop *hyperlinks* worden weergegeven. Indien de presentatie van een hyperlink de (gedeeltelijke) reproductie en publieke mededeling van auteursrechtelijk beschermd materiaal inhoudt, dan is deze hyperlink in strijd met de auteurswet indien geen voorafgaandelijke toestemming van de auteurs(rechthebbende) werd bekomen.

**61.** Hoewel het geannoteerde vonnis zich enkel uitsprak over Google News, de Google cache functie en de persartikelen van de leden van Copiepresse, is het duidelijk dat deze uitspraak gevolgen zal hebben voor andere gelijkaardige activiteiten en bij uitbreiding geldt voor alle auteursrechtelijk beschermd materiaal op Internet. Het vonnis heeft vooral gevolgen voor Internet-zoekmotoren. Het vonnis stelde vast dat de praktijk waarbij zoekmotoren een kopie nemen van elke webpagina in het kader van het technisch indexeringsprocédé, een reproductiehandeling uitmaakt die onder het auteursrecht valt, los van de publiekelijke mededeling van deze kopie. Omdat Copiepresse deze handeling niet in vraag stelde, diende de rechtbank zich helaas niet uit te laten over de vraag of deze reproductiehandeling ook effectief in strijd was met de auteurswet. Hiermee komt de rechtmatigheid van de vandaag bestaande indexeringsprocédés van Internet-zoekmotoren echter wel op losse schroeven te staan. Het vonnis laat weliswaar een opening om voor deze reproductiehandeling de uitzondering van de tijdelijke technische kopie toe te passen, doch geeft hierover jammer genoeg geen uitsluitel.

**62.** Verder kan het geannoteerde vonnis gevolgen hebben m.b.t. de wijze waarop zoekresultaten worden voorgesteld. De wijze waarop Internet-zoekmotoren hun zoekresultaten voorstellen, is quasi identiek aan de wijze waarop Google News haar nieuwsbronnen voorstelde. Indien de hyperlinks op Google News de vermogensrechten van auteurs aantasten, kan hetzelfde gesteld worden voor de hyperlinks in de zoekresultaten van Internet-zoekmotoren. Het onderscheid tussen informatieportaalwebsite en Internet-zoekmotor dat Copiepresse gebruikte ter verantwoording voor de verschillende benadering van deze twee activiteiten, is noch juridisch, noch praktisch een haalbare kaart. Met als gevolg dat de principes van dit vonnis mijns inziens ook kunnen gelden voor de hyperlinks in de zoekresultaten van Internet-zoekmotoren. En dat heeft verregaande gevolgen. Want Internet-zoekmotoren hebben dan drie opties. Ofwel bekomen de zoekmotoren de toestemming van alle auteurs van auteursrechtelijk beschermd inhoud waarnaar ze hyperlinks wensen op te nemen in hun zoekresultaten. Dit betekent dat een zoekmotor voor elke webpagina waarnaar hij een hyperlink wenst aan te leggen in zijn zoekresultaten (1) moet nagaan of de inhoud daarvan auteursrechtelijke bescherming geniet, (2) de auteurs(rechthebbenden) moet kunnen contacteren, en (3) de toestemming van deze laatsten moet bekomen. Gelet op massa aan informatie op het Internet, de snelheid waarmee webpagina's worden aangepast en de eventuele anonimiteit van auteurs of uitbaters van websites, is deze optie allicht een onmogelijke opdracht. En indien zoekmotoren de toestemming bekomen van één auteur van onlineauteursrechtelijk beschermd materiaal, zetten ze de deur open voor claims van alle onlineauteurs(rechthebbenden) wereldwijd. Ofwel linken ze niet, zoals Google naar aanleiding van de uitkomst van dit geschil heeft gedaan. Al zal deze maatregel vandaag nog een beperkte weerslag hebben, indien dit principe wordt uitgevoerd naar andere jurisdicties of gehanteerd door andere auteurs(rechthebbenden), kan dit het begin van het einde van de Internet-zoekmotoren en dus een ernstige aantasting van artikel 10.1. EVRM betekenen. Als laatste optie kunnen Internet-zoekmotoren linken onder de vorm van een *URL* (omdat op deze wijze geen reproductie en publiekelijke mededeling wordt gedaan van auteursrechtelijk beschermd materiaal). Dit betekent echter een enorme stap achteruit in de transparantie en informatiedoorstroming op het Internet en doet afbreuk aan de essentiële rol van zoekmotoren voor de doorgifte van informatie op en ontwikkeling van het Internet. Dergelijk gevolg staat op gespannen voet met artikel 10.1. EVRM. Optie 2 en 3 hebben eveneens nefaste gevolgen voor de zichtbaarheid van websites op het WWW.

**63.** Het geannoteerde vonnis kan ook nog gevolgen hebben voor andere bestaande activiteiten op het Internet. Via

<sup>61.</sup> Brussel 28 oktober 1997, *onuitg.*, consulteerbaar via <http://www.droit-technologie.org>.

het *Internet Archive* worden eveneens reproducties en publieke mededelingen verwezenlijkt van webpagina's van het *ganse* WWW. Onlinetools waarmee op automatische wijze vertalingen van webpagina's kunnen worden gemaakt, tasten eveneens de vermogensrechten van de auteur aan (vertalingsrecht). Online *directories* selecteren eveneens zonder vraag of voorafgaandelijke (zoek)actie van een internaut inhoud op het WWW en bieden deze aan onder de vorm van hyperlinks. De kans bestaat dat het geannoteerde vonnis een doos van Pandora wordt voor alle activiteiten op het Internet die inhoud onder de vorm van hyperlinks weergeven, al dan niet op basis van automatische indexering.

**64.** Naar onze mening zouden deze gevolgen kunnen worden vermeden indien de auteurswet enigszins op een iets meer pragmatische wijze wordt geïnterpreteerd. Bijvoorbeeld op het niveau van het begrip toestemming onder het auteursrecht. Vandaag bestaan er immers technieken waarmee website-uitbaters in een handomdraai precies kunnen bepalen of en in welke mate ze wensen gerefereerd of gecached te worden door zoekrobots. Het is jammer dat het geannoteerde vonnis hier het been stijf hield. Vooral de overweging dat zelfs het gebruik van dergelijke technieken geen geldige toestemming in de zin van de auteurswet kan

uitmaken, is voor kritiek vatbaar. De actie die hier langs de kant van de auteurs zou worden verwacht (het toevoegen van enkele woorden in de broncode van een webpagina), weegt niet op tegen de inspanningen en kosten die de Internet-zoekmotoren zich desgevallend zouden moeten getroosten om de vereiste toestemmingen te bekomen, en zeker niet tegen de nefaste gevolgen voor de informatiedoorgifte op Internet indien de zoekmotoren zouden beslissen om op andere wijze of geen hyperlinks (meer) te presenteren.

Ook bleef de relatie tot en het belang van artikel 10.1. EVRM in het geannoteerde vonnis onderbelicht. Men kan niet genoeg benadrukken dat middelen om op Internet informatie te zoeken en door te geven, essentieel zijn voor de werking en ontwikkeling van datzelfde Internet.

**65.** Men kan niet ontkennen dat auteurs moeten worden beschermd en het auteursrecht zijn bestaansreden verdient. Wanneer men echter vaststelt dat de toepassing van het auteursrecht kan leiden tot de hierboven beschreven gevolgen, is het mijns inziens aangewezen om het auteursrecht toe te passen met enig begrip en oog voor de hedendaagse Internet-omgeving.